

Le document ci-après a été publié sur le site Histoire et Société entre le 16 et le 19 juillet 2023 rédigé par Jean-Claude Delaunay.

Nous lui avons conservé sa forme primitive adaptée à une publication du type feuilleton (en 4 parties) et qui inclue des notes de réflexion (Franck Marsal) et des rappels entrecoupant le texte central de J.-C. Delaunay, ainsi que des réactions de lecteurs (Xuan) comme de l'administrateur du site (Danielle Bleitrach).

Tout en le regroupant dans un document unique.

Site : Histoire et société  
<https://histoireetsociete.com/>

# **DES ÉTATS-UNIS, DU DOLLAR, DE LA THÉORIE DE LA MONNAIE ET DE L'IMPÉRIALISME CONTEMPORAIN**

**par Jean-Claude Delaunay  
publié en 4 parties**

**16 juillet 2023**

**Présentation**

**Note de Franck Marsal pour Histoire et société**

Nous présentons aujourd'hui un texte important de notre camarade Jean-Claude Delaunay, qui d'une certaine manière éclaire le contexte des évolutions du monde des dernières décennies, analyse l'évolution des structures impérialistes, redonne un cadre marxiste aux réflexions sur la monnaie, et en particulier sur le rôle de "monnaie mondiale" du dollar états-unien et conclut cette réflexion en soulevant des questions clés pour

l'époque actuelle, celle de la transition vers un monde multipolaire, notamment sur les enjeux monétaires.

C'est donc une lecture indispensable pour avancer dans notre réflexion collective en éclairant les ressorts particulier des questions monétaires cruciales, à l'heure où se forment les tentatives les plus sérieuses pour mettre fin à l'hégémonie du dollar : l'utilisation des monnaies nationales pour le commerce bilatéral, comme le fait la Russie (et d'autres pays) suite aux sanctions occidentales, l'internationalisation du Yuan chinois et les réflexions en cours sur la création d'une monnaie des BRICS avec la Banque de Développement désormais présidée par l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rouseff.

Suivant les découpages logiques opérés par Jean-Claude, le texte sera donc publié en 4 articles :

## **PLAN d'ensemble :**

**1/4** : Qu'est ce qu'une structure productive impérialiste aujourd'hui?

**2/4** : La mise en place d'un «impérialisme soft»

**3/4** : Éclairage théorique marxiste du «soft-impérialisme» monétaire

**4/4** : Conclusions de l'ensemble.

# Table des matières

<b>Présentation.....</b>	<b>1</b>
Note de Franck Marsal pour Histoire et société.....	1
<b>PLAN d'ensemble :.....</b>	<b>3</b>
<b>Partie 1/4 Qu'est ce qu'une structure productive impérialiste aujourd'hui?.....</b>	<b>6</b>
A) Les différents types de production et leur reflets dans les comptes nationaux.....	7
B) Structure des activités dans les pays de la famille impérialiste et dans les autres.....	8
Éléments de conclusion de la première partie.....	10
RAPPEL 1 :.....	12
note de Franck Marsal.....	12
<b>Partie 2/4 La mise en place d'un «impérialisme soft».....</b>	<b>14</b>
A/ La rupture entre l'or et le dollar et ses conséquence.....	15
1) Rupture entre l'or et le dollar.....	15
2) Les changes flottants.....	15
3) Les réserves des banques centrales en dollars.....	15
4) La marchandisation financière des économies.....	16
5) Un projet sociologique.....	16
6) La mise au pas des forces contestataires.....	17
B/ Une stratégie globale sous contrôle nord-américain.....	17
1) Une stratégie globale.....	17
2) Trois aspects supplémentaires.....	18
C/ Les contradictions.....	18
D/ En conclusion.....	20
<b>Partie 3/4 Éclairage théorique marxiste du «soft-impérialisme» monétaire.....</b>	<b>21</b>
RAPPEL 2 note de Franck Marsal.....	21
A/ Qu'est ce que la monnaie?.....	23
1) Une définition fonctionnelle courante de la monnaie.....	24
2) La monnaie est un rapport social.....	24
a).....	24
b).....	24
3) La structure sociale dont la monnaie est un rapport social majeur.....	25
4) Les écrits de Marx.....	25
a) Monnaie et détermination marchande.....	25
b) Monnaie et détermination capitaliste.....	26

c) La monnaie moyen de paiement, forme générale de la monnaie dans le MPC.....	26
d) La monnaie affectée par les crises économiques. La monnaie, facteur de crises économiques.....	26
e) La matérialisation métallique n'est pas, selon Marx, une condition nécessaire d'existence du rapport monétaire.....	26
f) Monnaie et surdétermination étatique multiple.....	27
5) Vers une définition dynamique de la monnaie.....	27
a) Un résumé.....	27
b) Une définition dynamique de la monnaie.....	28
B) Le dollar US aujourd'hui.....	28
1) Dollar US, mondialisation et socialisation.....	29
a) La socialisation du dollar US.....	29
b) La socialisation du dollar a facilité la socialisation du capital monopoliste.....	30
2) Dollar US et privatisation de la richesse.....	31
a) Privatisation du dollar et agents publics américains.....	31
b) Privatisation du dollar et agents privés (capitaux monopolistes).....	32
3) Récapitulation.....	33
C) Conclusion de la troisième partie.....	34
<b>Partie 4/4 Conclusions de l'ensemble.....</b>	<b>36</b>
Note de Franck Marsal.....	36
Partie 4/4.....	40
CONCLUSION DE L'ENSEMBLE.....	40
COMMENTAIRE du 20 Juillet introduit par Danielle BLEITRACH.....	42
XUAN.....	42

Jean-Claude Delaunay  
16 juillet 2023

## Partie 1/4 : Qu'est ce qu'une structure productive impérialiste aujourd'hui?

Cette partie prend pour point de départ l'article de Guy-Alexandre Le Roux, paru dans Conflits et repris par Histoire et Société le 25 avril 2023 (rubrique : Textes fondamentaux), ainsi que sur l'article d'Anna Sedova (Histoire et Société, 22 avril 2023 ; rubrique : Si on vous le dit). Depuis avril, bien d'autres textes importants ont été publiés sur ce site.

Le Roux se demande comment les Otaniens ont pu être stupides au point de croire qu'ils allaient faire plier la Russie en un rien de temps après l'entrée en Ukraine, en février 2022, des armées de ce pays. Son hypothèse est qu'ils ont pris en compte le PIB global comme base de leurs espérances. Comme le PIB de la Russie est à peine plus grand que celui de l'Espagne (respectivement 1779 et 1427 millions d'euros), ils en ont conclu que l'affaire serait vite bouclée. Comment la Russie pourrait-elle résister, avec son PIB ridicule, aux sanctions extrêmement sévères et lourdes immédiatement décidées et appliquées par les Otaniens? Je vais aborder ce texte, que je trouve tout à fait intéressant, sous un angle plus large, en traitant, à partir de lui, de l'Impérialisme contemporain, qui, me semble-t-il, est encore chez les communistes de France, sinon un INCONNU, du moins un MALCONNU.

Ce n'est pas la première fois que les Puissants de ce monde, parce qu'ils croient être beaucoup plus forts économiquement, se trompent lourdement sur la capacité de leurs adversaires à leur résister. Ils ont une conception étroitement matérialiste et capitaliste (cela veut dire que même leur matérialisme étroit est biaisé) de ce qu'est la force d'un peuple.

Je vais rappeler quatre exemples. Les Japonais des années 1930 croyaient ne faire qu'une bouchée de la Chine, un ramassis de gueux malpropres, plus pauvres encore que les indiens de l'époque, c'est dire. En réalité, c'est dans leur cul que les samourais reçurent le sabre dont ils étaient si fiers pour éventrer leurs ennemis et leur couper la tête. Autre exemple, français cette fois. Les colonialistes croyaient ne faire qu'une bouchée de l'Indochine, autre ramassis de gueux malodorants. Mais l'armée française, avec ses officiers de haut rang et son matériel américain, fut battue à Dien-Bien-Phu par les vietnamiens. Ensuite encore, que dire de l'armée du IIIe Reich, une armée de haut niveau et pourtant totalement défaite à Stalingrad? Dans ce cas également, les PIB n'étaient pas à égalité. Enfin, plus récemment, la défaite infligée en Afghanistan à l'armée des Etats-Unis par des talibans incultes. Tout cela montre que la richesse économique, résumée par le PIB, n'est pas un indicateur fiable des potentialités d'un peuple ou d'un pays.

L'idée générale traversant l'article de Le Roux est donc celle de la défiance à l'égard des PIB comme outils d'information et d'action. En réalité, c'est le PIB des pays impérialistes qui n'est plus un outil fiable d'information économique.

Je voudrais, dans cette première partie, développer les deux idées suivantes.

Les économies des pays impérialistes sont des économies en voie de désarticulation faisant suite à la recherche, par les grandes bourgeoisies qui les dirigent, de formes mondialisées de rentabilité. Il s'en suit, dans leurs territoires respectifs, un affaiblissement croissant du pouvoir de ces bourgeoisies.

En contrepartie, la mondialisation du capital monopoliste a surtout pour effet contraire de resserrer la cohérence sous tous ses aspects entre les pays qu'elle envahit ou cherche à piller, au moment même où ces derniers cherchent à se développer industriellement, et les pays du socialisme, la Chine étant au centre de ces pays.

## **A) Les différents types de production et leur reflets dans les comptes nationaux**

il existe quatre types de PIB dans le monde aujourd'hui. Je ne crois pas du tout qu'ils aient perdu toute signification.

Le premier type est celui des pays impérialistes. Ce sont des PIB disjoints, écartelés, entre d'une part une production qui tend à ne plus avoir de rapport avec la population ambiante ou qui s'expatrie et une consommation intérieure reposant de plus en plus sur l'importation de produits et de services.

Les Etats qui coordonnent tant bien que mal ces structures distendues n'ont plus aucune considération des services publics, des droits sociaux ou des systèmes de retraites acquis antérieurement.

Ces Etats furent, dans la phase immédiatement précédente (1945-1970/1980) des Etats nationaux, un peu sociaux sous la contrainte des masses, et dans lesquels existait une certaine cohérence entre la production et la consommation. Ils sont devenus des Etats de nature strictement militaire, policière, financière, idéologique, agissant politiquement au milieu de la mondialisation monopoliste. Ils interviennent au mieux des intérêts contradictoires des fractions du très grand capital qu'ils représentent et dont ils sont les soutiens au sein de «la famille impérialiste», que cherche à unifier, par l'idéologie, par la monnaie, et par la force, l'Etat le plus puissant de la famille. Je ne parle pas ici des Corleone. Je parle de l'Etat des Etats-Unis.

Ces pays continuent d'exister comme territoires et centres de commandement et de pouvoir politique. Ils abritent, à condition d'être fiscalement conciliants, les sièges sociaux de capitaux monopolistes diffusés et implantés dans les pays du monde où il y a des affaires à faire. Car l'impérialisme contemporain n'est plus un impérialisme d'Etats-nations, comme du temps de Lénine ou même plus tard. Son idéologie n'est plus le nationalisme, idéologie de fusion nationale. Son idéologie est celle des droits de l'homme comme prétexte d'intervention politique et militaire «compensatrice» partout où les intérêts du capital monopoliste sont menacés dans le monde et partout où ils veulent commettre leurs méfaits quand bien même personne ne les menacerait

Toutes proportions gardées, il en est des nations impérialistes disjointes comme des entreprises monopolistes issues de ces nations. Autour des années 1970-1980,

l'exportation de capital est devenue massivement une exportation de capital productif en plus de l'exportation de capital financier. Les grandes entreprises monopolistes se sont organisées d'une part comme centres de profits, distincts, et localisés dans des endroits fiscalement intéressants, et d'autre part comme ensembles de relations de sous-traitance avec des producteurs «indépendants» du monde entier. La grande entreprise monopoliste moderne est devenue «un centre de gestion de contrats» à direction financière.

L'impérialisme contemporain est donc formé d'Etats, disjoints par rapport à la nation avec laquelle ils avaient des liens étroits. Le centre de commandement porte le nom de la nation dont il est l'héritier. On va donc, comme avant, parler des Etats-Unis ou de la France. Toutefois, ces noms recouvrent surtout des structures principalement financières, idéologiques et militaires, même s'il y subsiste une certaine production, agricole, de logements et de bâtiments, d'armements et de communication.

Mais les entités monopolistes qui en sont sorties sont réparties dans le monde marchand et rentable. Elles conservent un lien avec leur lieu d'origine car elles ont besoin de protection contre les masses populaires et elles ont besoin d'un pouvoir de négociation quand leurs intérêts sont discutés au sein de la famille. De plus, le territoire de leur centre de commandement originel est pour elles un marché, même si elles s'adressent désormais davantage à la demande mondiale qu'à la demande nationale. Ce centre est en même temps une base financière. C'est de là qu'elles commandent les diverses sources de leurs profits. Mais les liens entre elles et leur centre de commandement tendent malgré tout à se distendre. La comptabilité nationale, qui est nationale par définition, a de la peine à rendre compte de l'activité économique complète de cet ensemble disjoint.

L'Etat des Etats-Unis est le coordinateur des Etats qu'il rassemble et réunit en force au sein de la «famille impérialiste» ainsi que des capitaux monopolistes. Comme je le développerai dans une autre partie, le dollar US détaché de toute relation avec l'or, et tout le système qui va avec, est l'un des instruments de cette réunification familiale.

Le deuxième type de PIB est celui des pays socialistes. Ce sont des économies socialistes de marché. Elles enregistrent donc leur activité macro-économique à l'aide de comptes nationaux significatifs. Il est clair que les comptes nationaux de la Chine ne vont pas rendre compte du prestige et de la force politique que ce pays et son gouvernement sont en train d'acquérir et de consolider dans le monde entier. Les comptes nationaux ne sont que des comptes nationaux. Cela dit, dans le cas d'un pays socialiste, qui repose sur une économie nationale, sans doute internationalisée mais unifiée, à la différence des pays impérialistes dont les économies ont été mondialisées et sont, en conséquence, disjointes et centrifuges, les comptes nationaux ont non seulement un sens mais ils sont opérationnels.

Le troisième type de PIB est celui des pays capitalistes en développement. Les pays constitutifs de ce qu'on appelle les BRICS en sont une illustration. Dans ce cas encore, bien que l'économie de ces pays, en raison de sa «nature» capitaliste dominante, ne soit pas aussi cohérente que celle des pays socialistes, le PIB est une bonne image de leur économie car celle-ci est nationale.

Enfin, le quatrième type de PIB est celui des pays les plus pauvres. Ce document (les comptes nationaux) n'a guère d'intérêt car ces pays sont bien incapables de la moindre action économique de développement. Ils devront être aidés pour sortir de leur état misérable et contribuer de plus en plus activement à leur propre développement. A ce moment là, les comptabilités nationales deviendront, pour ces pays, des instruments nécessaires de leur développement.

Le tableau 1 ci-dessous vise à résumer cette discussion :

<b>Zones de pays</b>	<b>Economies</b>	<b>Part (%) ds Popul. mondiale</b>
Impérialisme	Disjointes	18%
Socialisme	Nationales	22%
Pays en Développement	Nationales	50%
Pays dans la misère	Inexistantes	10%

Tableau 1: Opérationnalité des Comptabilités nationales en 2020 (estimation)

Ce tableau met en évidence un aspect de la crise que l'humanité est en train de traverser. Le monde ne cherche pas à être «multipolaire». Dans les faits, il est multipolaire. Nous ne sommes plus dans la configuration «Centre-Périphérie».

La zone de «l'impérialisme et de la guerre», dont les fondements économiques sont mondialisés et disjoints, cherche à imposer aux autres pays, tout en les dominant, ses propres formes de fonctionnement. La zone «du développement économique et du refus de la domination», dont les fondements économiques sont nationaux et unifiés quoique internationalisés, combat l'impérialisme, qui met en cause leur propre développement.

La zone du développement et du refus semble économiquement moins forte que la zone impérialiste. Mais elle possède trois atouts maîtres.

Le premier est le nombre de sa population (72% de la population mondiale). Le deuxième est que, en son centre, se trouve un pays socialiste, la Chine, en mesure de faire face à la zone de l'impérialisme, en raison de l'ampleur et de l'intelligence de sa population, de la qualité de son gouvernement et de l'audience mondiale de sa politique. Le troisième est la claire conscience du danger et la volonté de s'en préserver.

## B) Structure des activités dans les pays de la famille impérialiste et dans les autres

Qu'est-ce qu'une structure d'activités de pays impérialiste?

Par contraste, qu'est-ce qu'une structure d'activités de pays socialiste? En reprenant la classification désormais courante en trois grands secteurs, voici d'abord la réponse à ces questions pour les Etats-Unis et pour la Chine, que je prends comme étant des illustrations de leur «famille» respective.

	Agricultur e	Industrie s	Service s	Poids de la famille ds populat.mondiale (%)
Etats- Unis	3	14	83	18%
Chine	23	29	48	22.2%

Tableau 2 : Structure comparée de la population active d'un «pays» impérialiste et d'un pays socialiste (%) en 2020

La famille impérialiste et la famille socialiste pèsent respectivement 18% et 22% de la population mondiale. Ces deux familles ont des structures d'activités très différentes. Si l'on considère que l'industrie (la production de biens non agricoles) est aujourd'hui la base nécessaire des activités pour tout ensemble national de population, on voit que cette base est d'environ 15% dans le cas de l'impérialisme et le double (environ 30%) dans le cas du socialisme. Il n'existe pas de loi nous disant que ce taux doit être de tant ou de tant, et, de plus, encore une fois, Marx n'a rien dit à ce sujet. Il nous faut donc observer ce qui se passe et l'interpréter.

Il me semble que l'on peut repérer trois grandes différences entre les pays impérialistes et les pays socialistes.

La première différence a trait au fait que les pays impérialistes, en tant qu'exportateurs de capitaux productifs, sont devenus des débiteurs nets structurels du reste du monde (pays socialistes et pays en développement), qui lui, est devenu créateur net. La réalité nationale des phases impérialistes précédentes n'existe plus ou de moins en moins. Depuis les années 1970-1980, le capital productif des pays impérialistes s'est mondialisé. Au contraire, le capital productif des pays socialistes s'est développé «sur place». Il en est de même des pays en développement. Certes, les capitaux des pays impérialistes ne sont pas allés directement dans les pays en développement. Ils sont d'abord allés vers les autres pays impérialistes. Ce qui veut dire que, vers les années 1970-1980, la stratégie consciemment mise en oeuvre par les dirigeants politiques des grandes bourgeoisies et suivie par les capitaux monopolistes fut celle de la CONCENTRATION INTENSIVE ET DE L'INTERPENETRATION du capital productif dans les pays impérialistes eux-mêmes.

Ensuite ces capitaux, autour des années 2000, se sont plus massivement dirigés vers ce qu'on a appelé «les pays émergents». La production issue de ces capitaux est vendue depuis lors aux pays impérialistes qui deviennent, macroéconomiquement, débiteurs structurels des pays émergents.

La deuxième grande différence entre la structure des activités des pays impérialistes et celle des pays socialistes a trait au poids de la population agricole. Dans les pays de l'impérialisme, l'agriculture tend à n'être qu'une industrie parmi d'autres, cette industrie étant mondialisée par le biais des capitaux monopolistes géants capables de dominer la production agricole. Pour ces capitaux géants, l'agriculture ne produit pas des produits agricoles. Elle produit des molécules végétales.

En Chine, et dans les pays socialistes en général, l'agriculture tend vers autre chose. Ce n'est pas seulement un mode de production, c'est un mode de vie. Ce dernier doit être inséré de manière prudente et réfléchi dans le développement général, et notamment dans le développement urbain et régional général. Cette stratégie présente un coût. Sans tomber dans l'idéologie conservatrice du tableau de «l'Angélus» ou du roman de «La Terre qui meurt», elle est d'essence humaniste, et elle est significative de la supériorité du socialisme dans la conduite du développement.

La troisième grande différence concerne le secteur des services, beaucoup plus développé dans les pays de l'impérialisme que dans ceux du socialisme, en raison, notamment, de la structure financièrement mondialisée de leurs activités industrielles et agricoles. Cela dit, l'écart existant entre les deux structures ne résulte pas uniquement de la financiarisation des économies impérialistes. Aux Etats-Unis, le poids des services financiers en valeur ajoutée est d'environ 9% et il est croissant. En France, ce poids est un peu moindre (5%) et il est également croissant.

Mais on ne saurait identifier services et financiarisation. L'antériorité du développement des pays de l'impérialisme est aussi un facteur d'explication de la différence. La Chine est réellement entrée dans la modernité économique il y a seulement 20 à 30 ans et les services s'y développeront.

Quelle est, considérée très globalement, la structure des activités dans le reste du monde, qui représente 60% de la population mondiale? Voici une statistique relative aux pays du BRICS de 2010 (45% de la population mondiale). Ces chiffres, qui ont trait à la population active et non à la valeur ajoutée, ne sont que des approximations, les comparaisons internationales étant difficiles à établir, tant pour des raisons de définitions que de qualité des appareils statistiques.

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Chine	38	28	34	100
Inde	43	25	32	100
Russie	10	29	61	100
Afrique du Sud	5	10	85	100
Brésil	16	22	62	100

Tableau 3 : Structure des activités (population active) des BRICS en 2010 (%) Source : NBSC

Comme le montre ce tableau, l'industrie est, à l'exception de l'Afrique du Sud, la base des activités dans ces pays. La colonne du «secondaire» y est à peu près identique et variait, il y a dix ans, entre 22% et 29%. Ces proportions se sont certainement accrues depuis, quoique de manière différenciée selon l'importance respective des secteurs de l'agriculture et des services. En effet, en 2010, le secteur primaire était plus important que le secteur tertiaire pour la Chine et pour l'Inde. On observait la situation contraire pour la Russie et le Brésil.

Malgré son intérêt, je n'ai pas cherché à établir ce même tableau en 2020 en raison de l'ampleur du travail qui eut été nécessaire. Cela dit, la conclusion qui s'impose semble être la suivante. Les pays en développement, qu'ils soient socialistes ou capitalistes, tendent aujourd'hui à développer leurs industries et le poids du secteur secondaire est désormais supérieur à celui des pays de l'impérialisme. Il est de l'ordre de 25%-30%.

## Éléments de conclusion de la première partie

L'une des interrogations ressortant de ces trois tableaux est la suivante :

Comment les grandes et très grandes bourgeoises ont-elles imaginé qu'elles pouvaient continuer à dominer et exploiter le monde lorsqu'il leur est apparu, autour des années 1970, que le système impérialiste d'après la Deuxième Guerre mondiale n'était plus conforme à leurs exigences et qu'il convenait d'en changer radicalement, tout en conservant les rapports capitalistes de production? Quelles contradictions ressortent aujourd'hui de ces tentatives? Je me propose de commencer à répondre à cette question dans la sous-partie suivante.

Mais sans attendre, on peut déjà conclure, me semble-t-il, que le XXI<sup>e</sup> siècle sera le siècle du développement et du socialisme. Pour ce faire, la paix sera nécessaire. Le monde, s'il veut se développer, est condamné à vivre au sein de rapports sociaux de paix. C'est la zone du développement national et pacifique qui l'emportera et qui donnera aux relations

internationales sa forme définitive dans la mesure où les pays qui la composent sauront faire alliance avec le pays leader du socialisme, la Chine. Débarrassé de sa finalité impérialiste, le commerce pourra être «un doux commerce» et il le sera. L'impérialisme sera définitivement éliminé de la planète comme système de fonctionnement économique, politique, scientifique, démographique et culturel.

Ce siècle sera aussi, grâce aux pays en développement alliés aux pays socialistes, le siècle de la fin de la misère dans le monde. Les pays de la misère pourront enfin entrer dans le flot du développement.

Je crois que ce que nous percevons aujourd'hui est un peu différent de l'idée que nous, marxistes, avions de l'évolution du monde, il y a encore une cinquantaine d'années. Nous pensions que le socialisme était l'antithèse du capitalisme, ce qui semble juste. Mais du coup, nous pensions que seuls les pays socialistes porteraient concrètement la contradiction à leurs ennemis d'en face, les pays de l'impérialisme.

C'est pourquoi nous avons été humiliés et mentalement affaiblis lorsque le système socialiste de type soviétique a été mis à terre. Nous avons pu croire un instant que les impérialistes avaient gagné, les salauds. En réalité, si le socialisme est porteur de la forme la plus puissante et la plus dynamique ainsi que de long terme du développement économique, l'exigence de ce dernier frappe à la porte du monde bien au delà du socialisme.

L'exigence du développement m'apparaît aujourd'hui comme étant la forme concrète la plus importante de la contradiction interne à l'impérialisme.

Certes, le socialisme serait l'organisation la plus adéquate, la plus achevée, la plus précise pour satisfaire l'exigence du développement, qui, je le répète, serait la vraie forme de la contradiction interne de l'impérialisme. Mais au sein d'une majorité de pays capitalistes, cette exigence du développement se ferait également jour.

Ce que, par conséquent, nous observerions aujourd'hui, à travers l'alliance stratégique de la Chine et de la Russie, serait l'alliance de deux modalités politiques, économiques et d'organisation de la forme de la contradiction interne à l'impérialisme, qui serait, qui est l'exigence du développement. Telle serait la nouveauté du monde. Et c'est cette alliance qui, si elle dure, se renforcera, attirera de nouveaux alliés, et contribuera à mettre l'impérialisme sur le flanc.

Ensuite, ce sera une autre histoire, et il y aura d'autres conflits, car socialisme et capitalisme diffèrent et s'opposent. Mais ces conflits ne seront pas les mêmes que ceux, exclusivement meurtriers, observés aujourd'hui avec l'impérialisme.

## **RAPPEL 1 : note de Franck Marsal**

Dans la 1<sup>ère</sup> partie, publiée hier, Jean-Claude a attiré notre attention sur les différents types de structures productives dans le monde, en termes d'internationalisation et de répartition entre les différents secteurs.

Les économies capitalistes du bloc occidental dominant sont aujourd'hui des économies largement internationalisées, issues de l'impérialisme monopoliste : "Ces pays continuent d'exister comme territoires et centres de commandement et de pouvoir politique. Ils abritent, à condition d'être fiscalement conciliants, les sièges sociaux de capitaux monopolistes diffusés et implantés dans les pays du monde où il y a des affaires à faire. Car l'impérialisme contemporain n'est plus un impérialisme d'Etats-nations, comme du temps de Lénine ou même plus tard. "

De ce fait, nous a expliqué Jean-Claude, la mesure du PIB de ces pays n'est plus une mesure fiable de la réalité de leur structure productive nationale réelle : "Autour des années 1970-1980, l'exportation de capital est devenue massivement une exportation de capital productif en plus de l'exportation de capital financier. Les grandes entreprises monopolistes se sont organisées d'une part comme centres de profits, distincts, et localisés dans des endroits fiscalement intéressants, et d'autre part comme ensembles de relations de sous-traitance avec des producteurs «indépendants» du monde entier. "

Ainsi, les états impérialistes modernes ne sont plus des états-nations productifs autonomes et un centre en particulier commande l'ensemble d'un réseaux de captation de profits : « L'Etat des Etats-Unis est le coordinateur des Etats qu'il rassemble et réunit en force au sein de la «famille impérialiste» ainsi que des capitaux monopolistes. Comme je le développerai dans une autre partie, le dollar US détaché de toute relation avec l'or, et tout le système qui va avec, est l'un des instruments de cette réunification familiale. »

A l'inverse, l'économie des pays socialistes, dont la Chine et son économie socialiste de marché reste à base productive nationale ainsi que la plupart des économies des pays en voie de développement. Ce qui amène Jean-Claude à conclure que « Le monde ne cherche pas à être "multipolaire". Dans les faits, il est multipolaire. Nous ne sommes plus dans la configuration "Centre-Périphérie" ».

C'est donc la configuration mondiale du système productif, de l'organisation capitaliste et impérialiste qui a changé autour des années 1970. Et c'est un changement dont nous ne percevons que progressivement l'ampleur et la signification : « L'une des interrogations ressortant de ces trois tableaux est la suivante : comment les grandes et très grandes bourgeoises ont-elles imaginé qu'elles pouvaient continuer à dominer et exploiter le monde lorsqu'il leur est apparu, autour des années 1970, que le système impérialiste d'après la Deuxième Guerre mondiale n'était plus conforme à leurs exigences et qu'il convenait d'en changer radicalement, tout en conservant les rapports capitalistes de production? Quelles contradictions ressortent aujourd'hui de ces tentatives? Je me propose de

commencer à répondre à cette question dans la sous-partie suivante. »

Ayant rappelé ces éléments, nous allons pouvoir suivre Jean-Claude Delaunay dans la deuxième partie de son texte, qui aborde la rupture qu'a été, pour le système impérialiste l'abandon du cadre national, et particulièrement l'établissement du dollar comme monnaie mondiale, comme étalon monétaire débarrassé de l'or qui fût l'instrument privilégié de ce nouveaux cours impérialiste.

**Jean-Claude Delaunay**  
**17 juillet 2023**

## **Partie 2/4 : La mise en place d'un «impérialisme soft»**

Il y a 50 ans, les sociétés capitalistes développées étaient en difficulté et leurs dirigeants ne savaient pas où donner de la tête. Le keynésianisme d'Etat était en crise en raison de la suraccumulation durable du capital qui se faisait à nouveau jour dans ces pays. Ce qui paraissait clair pour le grand capital est que le fonctionnement principalement national des rapports sociaux capitalistes était «dépassé».

L'impérialisme à base nationale relevant du passé, il fallait permettre au capital monopoliste de se mondialiser encore plus massivement que cela ne s'était produit auparavant. La monnaie des Etats-Unis a été conçue comme un grand et nouveau véhicule du processus de mondialisation capitaliste, adapté aux circonstances socio-politiques prévalant après la deuxième guerre mondiale. Je la comprends comme un «soft-imperialism», complémentaire du «hard and basic impérialism», dans un univers où, dans cette seconde moitié du XXe siècle, dominent les idées de la décolonisation, du Tiers-Monde enfin libéré et de l'espoir du développement.

La monnaie nord-américaine n'a pas remplacé les moyens politico-militaires traditionnels de l'impérialisme, c'est-à-dire la guerre, la menace, les assassinats, la corruption, le vol, les pressions économiques et politiques de toutes sortes sur les gouvernements, les coups d'Etat, les sanctions, les blocus, la guerre idéologique, l'espionnage, la désinformation, et tous les actes criminels possibles et imaginables. Elle les a seulement complétés.

Elle est apparue comme étant cohérente avec cette nouvelle phase de l'impérialisme, comme étant «son huile bienfaisante» adaptée, et, par conséquent, la monnaie de l'impérialisme fut elle-même mondialisée. Je dois dire au passage que j'apprécie le résumé qu'a fait Danielle Bleitrach des trois piliers de l'impérialisme contemporain, à savoir :

- 1) le monopole du dollar,
- 2) l'armée la plus puissante du monde,
- 3) le monopole de l'information, même si on peut en discuter de deuxième point (Débat à propos de l'issue du 39e Congrès, 14 mai 2023).

Je vais, dans les paragraphes qui suivent, chercher à décrire, à très grands traits, la mise en place de cette nouvelle phase de l'impérialisme et la place prise par le dollar US dans cette évolution. Je vais le faire dans le langage ordinaire en rassemblant des faits.

Comment le «soft-imperialism» monétaire, en tant que composante du système de de l'impérialisme, a-t-il été concrètement mis en place? Je vais m'efforcer, en dix points et en utilisant le langage ordinaire, de rassembler les faits relatifs à la mise en place du dollar comme monnaie mondiale. Cette méthode permet, je l'espère, de déblayer le terrain.

# **A/ La rupture entre l'or et le dollar et ses conséquences**

## **1) Rupture entre l'or et le dollar.**

Cette mise en place a commencé par la décision consistant à rompre tout lien entre le dollar US et l'or. Cette liaison avait un sens. Elle signifiait que les membres de la famille impérialiste disposaient d'un certain pouvoir d'autonomie économique, grâce à la possible conversion des dollars en or. Ils pouvaient «discuter» avec l'impérialisme principal et changer leurs dollars en quelque chose de «sonnant et trébuchant».

De Gaulle fut le représentant le plus offensif des caractéristiques nationales de l'impérialisme de cette époque. Il croyait que les nations avaient une existence transhistorique et, sur cette base, eu égard à ses convictions royalistes et légitimistes, il estimait pouvoir construire «un impérialisme français» durable et fusionnel entre les classes et les peuples, un impérialisme qui fut à la fois capitaliste et populaire, cimenté par une collaboration équitable et «gagnante-gagnante», entre classes sociales et peuples. La décision américaine de 1971 sonna le glas de cette idéologie en introduisant une nouvelle époque.

Avant, le dollar était une monnaie nationale de portée internationale. Après, le dollar a vécu une nouvelle vie, étant à la fois monnaie d'une nation et monnaie mondiale, La rupture avec l'étalon-or a facilité cette évolution.

## **2) Les changes flottants**

Il résultait notamment de cette décision que c'était aux autres pays que les Etats-Unis d'ajuster leur taux de change avec le dollar. Le dollar était la monnaie des Etats-Unis fonctionnant comme monnaie mondiale. Mais, si problème il y avait, étant donné que subsistaient d'autres monnaies nationales, c'était «le problème des autres». Les changes devenaient flottants. Ils ne relevaient plus d'aucune décision administrative particulière. Ils étaient fixés, en principe, en fonction de l'offre et de la demande de dollars, faite au jour le jour. Le marché des changes devenait ainsi le plus gros des marchés dont la nouvelle stratégie impérialiste entraîna la création.

## **3) Les réserves des banques centrales en dollars**

De plus, les pays qui engrangeaient des dollars pouvaient théoriquement les convertir en entreprises sur le marché américain. En réalité, leurs entreprises n'ont pu le faire que dans certaines limites, très étroites. Les convertir en armements américains, c'était très bien. Mais les convertir en industries, stratégiques pour le grand capital nord-américain, c'était autre chose, quasiment impossible ou, en tout cas, très surveillé. Les pays détenteurs de dollars devaient donc se débrouiller avec leurs encaisses dollars. Leur banque centrale pouvait les considérer comme une encaisse de précaution en cas de crise. Elle pouvait alimenter les besoins de leurs grandes entreprises pour investir dans les pays en développement. Elles pouvaient enfin les convertir en bons du Trésor des Etats-Unis, étant entendu que la rémunération de ces bons serait faite en dollars.

## **4) La marchandisation financière des économies.**

L'une des décisions importantes, propre à l'implantation de la monnaie américaine comme monnaie mondiale, concernait la réorganisation des marchés financiers de toutes sortes. Cette époque fut, en effet, celle de la dérégulation généralisée et de la réorganisation des professions financières, ainsi que de la création, tout autour de la planète, d'une ceinture de marchés financiers. La notion de «capitalisme néo-libéral» en est issue.

Je note en passant, mais c'est un détail, que l'utilisation de cette notion (capitalisme néo-libéral) ne me semble pas très heureuse. Au delà de sa justification idéologique, consistant à faire disparaître Lénine de l'affiche, elle gomme le terme même d'impérialisme et de ce qui en est l'âme et le corps, à savoir le très grand capital monopoliste. Elle sous-entend que le capitalisme industriel serait revenu au stade de la libre concurrence du XIXe siècle, mais cette fois au niveau mondial et avec de très grandes entreprises. La mondialisation aurait, en quelque sorte, régénéré le capitalisme. La réalité est différente.

La mondialisation du capital monopoliste et de l'impérialisme ne pouvait prendre appui sur un quelconque «Etat mondial». L'exigence de l'heure, pour le grand capital monopoliste, était de briser les «Etats nationaux». Il fallait «libérer» le grand capital. Tel est l'origine de ce «nouveau libéralisme», à savoir la crise de suraccumulation durable du capital autour des années 1970 et la nécessité capitaliste de favoriser la mondialisation du grand capital.

Ce gigantesque penseur que fut Ronald Reagan, disait d'ailleurs que : «L'Etat n'est pas la solution. Il est le problème». Des organisations internationales para-étatiques, comme le FMI, la Banque Mondiale, ou l'OMC, on pouvait en admettre l'existence à condition qu'elles fussent placées sous le contrôle de l'impérialisme (droit de veto des USA). Mais il n'était certainement pas question de penser à un Etat mondial régulateur. Le monde de l'impérialisme mondialisé serait un monde de «liberté pour le grand capital» et de marchés financiers. La régulation de l'ensemble serait acquise par le biais des marchés financiers réorganisés et non par le biais d'une structure étatique mondiale.

Bref, la mondialisation du grand capital monopoliste, qui ne pouvait être que «marchande» et «financière», faisait, du même coup, voler en éclats les mécanismes régulateurs étatiques antérieurement mis en place au plan national. Le capital monopoliste devait pouvoir s'investir là il trouvait son meilleur avantage. Il lui fallait donc des marchés nombreux et les plus profonds possibles pour s'engager et se désengager. Devenant l'infrastructure principale du grand capital en état de mondialisation permanente, les marchés financiers devaient avoir pour fonction de permettre la libre circulation en dollars du capital monopoliste et de réguler toutes les économies nationales ainsi que l'économie mondiale.

## **5) Un projet sociologique**

La mise en place d'une ceinture de marchés financiers reposait sur un projet sociologique, à savoir faire surgir, ou consolider, dans chaque pays émergent, une bourgeoisie liée au grand capital des Etats-Unis, à la fois utilisatrice de dollars, politiquement liée à la grande bourgeoisie impérialiste, celle des Etats-Unis en premier lieu, ayant un pied-à-terre à New-York, Miami, ou Los Angeles, totalement soumise et de type comprador, «à la Eltsine». La mondialisation du capital monopoliste était donc le projet de l'extension ainsi que du renforcement des rapports capitalistes et de l'exploitation du travail partout dans le monde,

avec l'appui de contremaîtres locaux grassement payés.

## **6) La mise au pas des forces contestataires**

D'autres décisions importantes accompagnant la mise en place de la monnaie mondiale furent celles consistant à mettre réellement et totalement au pas les sources possibles de contestation de cette «nouvelle économie politique» qu'était la mondialisation capitaliste. Que ce soit aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, les unions (les syndicats de travailleurs) furent l'objet d'un affrontement direct avec les grandes bourgeoisies et leurs représentants (Reagan, Thatcher) et furent vaincus.

En France, la défaite des travailleurs passa, paradoxalement, par le chemin d'une apparente victoire, celle de «la gauche unie». Ce chemin fut en réalité celui du «communisme écrasé».

Je ne développe pas les traits de cette période, sauf à dire que la mondialisation capitaliste, cette nouvelle stratégie qui visait à ce que le capital monopoliste pût sortir de la crise aiguë de rentabilité dans laquelle il était plongé, ne concernait pas seulement «les sous-développés». Elle concernait aussi et d'abord «les développés». L'impérialisme n'est pas né du sous-développement. Il est né du développement et de la suraccumulation durable du capital qui le traverse périodiquement.

Il fallait donc que le terrain fut syndicalement nettoyé, pour que, notamment en France, mais ce fut partout pareil chez «les développés», des entreprises, publiques ou privées déclarées non rentables, fussent vendues ou fermées, pour que des capitaux étrangers achetassent des entreprises françaises, pour que des entreprises françaises exportassent leurs capitaux pour acheter des entreprises ailleurs, d'abord aux Etats-Unis, techniquement plus avancés que les pays européens dans certains domaines.

## **B/ Une stratégie globale sous contrôle nord-américain**

### **1) Une stratégie globale**

Le fait que le dollar US devienne une monnaie détachée de l'or ne gênait plus, après 1970, la grande bourgeoisie française, qui avait abandonné, pour certains depuis longtemps, «le rêve gaullien» d'un impérialisme français à base populaire. Le gaullisme a correspondu à une stratégie nationale au sein de l'Impérialisme mondial. A cette époque, il était concevable qu'il y eut plusieurs stratégies nationales au sein de l'impérialisme mondial.

Après les années 1970, il n'y a plus eu qu'une seule stratégie impérialiste, celle de la globalisation du capital monopoliste de toutes origines. Cette stratégie est aujourd'hui portée par une nation et plus exactement par un Etat, celui des Etats-Unis. Elle est placée sous le contrôle strict des Etats-Unis. Les pays impérialistes autres que les Etats-Unis se rangent donc derrière le pays impérialiste leader. Ils l'acceptent notamment comme leader monétaire. Après 1970, ils lui ouvrent encore davantage les portes de leur territoire qu'ils ne le faisaient auparavant car ils espèrent faciliter ainsi l'accès du territoire nord-américain à leurs propres groupes monopolistes.

Ils pensent que ces derniers vont pouvoir bénéficier des nouvelles technologies et de la révolution scientifique et technique en cours, alors plus avancée aux Etats-Unis que partout ailleurs. De ce fait, ils laissent aux Etats-Unis le soin de décider de la guerre et de la paix. L'Union européenne, qui prit forme en 1992 et en 2000, fut un effort de rationalisation juridique, financière et monétaire au sein de l'impérialisme global ainsi conçu. Ce ne fut aucunement la recherche d'un pôle compensateur du pôle américain.

## **2) Trois aspects supplémentaires**

Je dois encore noter trois aspects, qui font partie de cette mise en place.

Le premier a certes eu de grandes conséquences économiques mais il fut d'abord de nature politique. Les Etats-Unis, en même temps qu'ils installaient le dollar comme monnaie mondiale, ont réussi à remporter une grande victoire sur le socialisme, en réalisant l'explosion de l'URSS en 1991. Je ne détaille pas. En 1999, ils ont terminé le travail en écrabouillant la Yougoslavie.

Le deuxième a trait aux taux d'intérêt. En 1979, la décision de Tokyo, de doubler d'un seul coup les taux d'intérêt (ils passèrent de 10% à 20% à New-York), ne gêna apparemment aucun membre de la famille impérialiste. Gérard Dumesnil et Dominique Lévy parlèrent, à ce propos, de «coup». Ces auteurs cherchaient ainsi à en indiquer la violence.

Et il est vrai que cette hausse considérable contribua à mettre brutalement au pas les syndicats de travailleurs en donnant un coup d'arrêt aux économies. Elle visait à casser à la fois le processus inflationniste et le processus syndical. Par ailleurs, elle accroissait fortement la dette des Etats et transférait aux agents bancaires et financiers une part importante du «profit national», tout en tendant à mettre fin à ce qu'on appelait antérieurement «les politiques économiques de la demande». Apparemment, «tout le monde» était content.

Le troisième point est le rôle du FMI et de la Banque Mondiale comme prêteurs pour le ré-équilibrage des balances commerciales et pour le développement. Ces institutions prêtaient des dollars, selon des conditions extrêmement rigoureuses et demandaient donc d'être remboursées en dollars.

## **C/ Les contradictions**

Cette mise en place était contradictoire. Parmi l'ensemble des contradictions, je note trois grandes contradictions.

La première est d'ordre technique, pour autant que la technique puisse être isolée des rapports sociaux fondamentaux dont elle est la technique. Elle tient à ce que la monnaie mondiale est gérée par la Banque Fédérale des Etats-Unis, comme si cette dernière était la Banque centrale du monde. Or ce n'est pas le cas.

Une Banque centrale vise à mettre un certain ordre dans l'ensemble des banques dont elle est le centre. Elle vise aussi à mettre de l'ordre dans l'émission monétaire et si possible, à permettre de surmonter les contradictions et les crises propres au

fonctionnement macro-économique du capital.

Elle devrait représenter les exigences d'équilibre de la macro-économie mondiale, tant en ce qui concerne le fonctionnement des banques et des institutions financières que les taux d'intérêt directeurs du monde entier. Ce faisant, une banque centrale agissant dans un périmètre clos, affirme que la monnaie de ce périmètre, quoique n'ayant plus de rapport avec l'or ou l'argent, est «une vraie monnaie». Or la Banque centrale des Etats-Unis, qui est censée gérer l'économie mondiale depuis que le dollar est promu au rang de monnaie mondiale, prend des décisions en fonction de la seule économie nord-américaine et non en fonction de l'économie mondiale.

La deuxième grande contradiction est d'ordre financier. Eu égard à l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Etat américain de gérer l'économie mondiale en fonction des exigences de cette économie, c'est aux marchés financiers qu'est délégué le soin d'en assurer la gestion. Or les marchés financiers sont incapables de gérer correctement, de manière équilibrante, quelque économie que ce soit

Sur les marchés des biens et des services, on peut admettre que l'Offre et la Demande varient en sens inverse. Quand le prix des biens offerts augmente, la demande qui en est faite diminue. On en déduit que sur le marché des biens, l'Offre et la Demande peuvent s'équilibrer (la courbe de l'Offre croise celle de la Demande en un point et un seul).

Il n'en est pas de même sur les marchés des actifs financiers. Quand le prix de ces actifs augmente, la demande en augmente également, car les perspectives de gains grandissent avec l'augmentation du prix de ces actifs. C'est d'ailleurs ce que disent les «conseillers» des banques aux mémères dont le mari vient de décéder. «Achetez donc ces titres, leur valeur augmente». Il existerait donc une infinité de points de rencontre entre l'Offre et la Demande de «biens financiers». Le marché de ces biens ne serait jamais équilibré.

On y observerait de grands mouvements pendulaires. Pendant un certain temps, le prix des actifs augmente mais le marché est quand même globalement «acheteur». Puis, pendant un autre «certain temps», le prix des actifs diminue sans cesse mais le marché est quand même globalement continûment «vendeur». Mais on n'observerait jamais de moment d'équilibre entre l'Offre et la Demande.

La régulation de l'économie mondiale a donc été confiée à des mécanismes strictement et continûment déséquilibrants.

La troisième grande contradiction est d'ordre sociologique. Le projet américain était d'engendrer une bourgeoisie compradore, toute dévouée aux intérêts du grand capital américain plus qu'aux intérêts de sa nation d'origine. Or ce qui apparaît est l'émergence, dans les pays en développement, d'une bourgeoisie nationale, en même temps que se précise l'exigence, de la part des peuples, de bénéficier du développement, diffusé par les grands moyens d'information. Car, à mon avis, c'est la pression exercée par les peuples qui conduit en tendance au remplacement des bourgeoisies compradores par des bourgeoisies nationales;

## D/ En conclusion

La suraccumulation durable du capital qui, autour des années 1970, pesait sur la rentabilité macro-économique des capitaux de tous les pays capitalistes développés fut donc combattue par les moyens classiques de la concentration mondiale des capitaux, par la mise au chômage des travailleurs dans tous les pays développés, par la pression accrue sur leurs salaires, par le redéploiement du grand capital productif dans le monde entier.

Les Etats-Unis ouvraient leur marché intérieur au reste du monde. Le dollar devenant monnaie mondiale, cela signifiait que l'économie américaine acceptait d'être débitrice universelle. Elle se déclarait en déficit permanent et son déficit, évalué en dollars, contribuait, derechef, à alimenter en dollars le reste du monde, supposé désormais créateur universel.

Grâce au dollar devenu monnaie mondiale et aux marchés financiers créés simultanément, le capital monopoliste de tous les pays impérialistes disposait d'une source monétaire abondante et d'une infrastructure financière, lui permettant de commercer, d'acheter les matières premières stratégiques, en particulier le pétrole, d'investir et de se retirer à tout instant de ses lieux premiers d'investissement pour se diriger vers d'autres, jugés plus rentables. Certes les Etats créanciers en dollars devaient se débrouiller avec leurs dollars, mais ce n'était pas le problème des capitaux monopolistes. C'était le problème de leur Etat.

Tous les points que je viens de présenter montrent le rôle nouveau du dollar. En 1970-1980, c'est la monnaie du commerce des matières premières et c'est notamment la monnaie de facturation de la plus importante d'entre elles, le pétrole. C'est la monnaie du commerce ordinaire, dans la mesure où l'économie américaine fonctionne désormais comme débitrice structurelle. Les entreprises de tous les pays sont supposées vendre quelque chose sur ce marché. Elles en retirent des dollars. C'est la monnaie du développement par l'intermédiaire des prêts consentis par du FMI et de la Banque Mondiale.

Mais, plus que tout, c'est la monnaie de la globalisation du capital monopoliste, cette dernière étant placée sous la surveillance et le contrôle de l'Etat des Etats-Unis, en même temps que soutenue par toutes les banques centrales des pays capitalistes.

La monnaie mondiale, le dollar, est donc l'instrument d'un soft-impérialisme, comme indiqué au début de cette partie, à l'intérieur de l'impérialisme global. Ce n'est pas un instrument dont le maniement puisse être sans contradictions. Il apparaissait cependant qu'au cours des années 1970 et jusque vers 2010, ces contradictions ne comptaient pas ou étaient tenues pour mineures.

**Jean-Claude Delaunay**  
**18 juillet 2023**

## **Partie 3/4 : Éclairage théorique marxiste du «soft-impérialisme» monétaire**

### **RAPPEL 2 : note de Franck Marsal**

Jean-Claude a d'abord établi (1ère partie) un cadre de compréhension de la structure productive de l'impérialisme contemporain, un impérialisme coupé de sa base nationale. Dans ce cadre, la bourgeoisie dominante contrôle des centres de profits répartis sur un grand nombre de pays. L'état n'est plus qu'une protection organisée de ces possessions à longue distances, dont les profits naviguent via des centres "of-shore".

Cela, nous dit Jean-Claude, a deux conséquences majeures :

“Les économies des pays impérialistes sont des économies en voie de désarticulation faisant suite à la recherche, par les grandes bourgeoisies qui les dirigent, de formes mondialisées de rentabilité. Il s'en suit, dans leurs territoires respectifs, un affaiblissement croissant du pouvoir de ces bourgeoisies.

En contrepartie, la mondialisation du capital monopoliste a surtout pour effet contraire de resserrer la cohérence sous tous ses aspects entre les pays qu'elle envahit ou cherche à piller, au moment même où ces derniers cherchent à se développer industriellement, et les pays du socialisme, la Chine étant au centre de ces pays.”

Il s'en suit que la forme et les contradictions rencontrées par l'impérialisme ont considérablement changé. Cela entraîne la contradiction de l'impérialisme vers la triple question du développement, du socialisme et de la paix.

L'objet de la seconde partie fut de développer les conditions de cette nouvelle modalité de l'impérialisme, en premier lieu, le remplacement de l'or par le dollar-papier (puis électronique) comme monnaie mondiale de référence.

La mise en place du dollar états-unien comme monnaie de référence, de pair avec le développement des marchés financiers généralisés, développant la libre circulation complète (en tous cas dans une certaine sphère) des capitaux productifs, a profondément transformé l'ensemble des bourgeoisies mondiales, devenues "compradores" et en quelques sortes rentières de capitaux financiers. Cela a également profondément changé les conditions sociologiques et politiques. Enfin, cela a considérablement changé les rapports internationaux, les bourgeoisies de l'ensemble des pays "occidentaux", dont la bourgeoisie française cessant d'opérer selon une stratégie propre, pour s'intégrer de plus en plus fidèlement à la stratégie US.

Les circonstances internationales ont semblé confirmer ce projet avec la dissolution de l'URSS, puis la destruction de la Yougoslavie. Peu à peu, les contradictions se sont néanmoins révélées.

L'objectif de la 3ème partie, ci-après, est de revenir sur la notion marxiste de monnaie, afin

d'éclairer la spécificité de cette monnaie mondiale de papier à cours flottant qu'est devenue le dollar US. Dans un premier temps, il s'agit de revenir à Marx, de reprendre pied sur la question de la monnaie. Ensuite, Jean-Claude nous amène à examiner la spécificité du dollar mondial actuel.

---

**Jean-Claude Delaunay**

### **3ème partie : Eclairage théorique marxiste du «soft-impérialisme» monétaire**

La théorie marxiste ne suffit pas à tout, mais sans elle, on n'avance pas, à la condition toutefois d'éviter au moins deux contresens.

Le premier est celui qui consisterait à croire que, quand on est marxiste, on fait de la théorie «en soi», pour le plaisir ou pour montrer ses muscles. Une conception de ce genre est réductrice et elle est généralement le fait de personnes hostiles à cette théorie. Les théoriciens savent que la théorie doit avoir une justification pratique. On ne fait pas de la théorie de manière gratuite.

Le deuxième est celui qui consisterait à croire que les marxistes font la théorie des sociétés pour «dire la vérité». Une telle approche de la théorie est métaphysique. On fait de la théorie, quand on est marxiste, pour essayer de clarifier l'analyse des phénomènes et des situations en sorte que les décisions puissent être prises dans les meilleures conditions, mais on ne fait pas de la théorie pour dire la vérité. Le marxisme dans les sciences sociales ne dicte pas les décisions. Il cherche à les éclairer «sous toutes réserves». C'est une action d'essence fondamentalement modeste.

Quelle est donc la justification de la recherche théorique que je mène dans cette troisième partie et quelles sont les limites volontairement données à mon exposé?

En ce qui concerne la justification de la recherche, je dirai que faire de la théorie revient à considérer que rien ne va de soi. Dans le cas de l'impérialisme contemporain, la question qu'il m'a semblé devoir soulever était celle de savoir pourquoi, à un moment donné, ce système avait conçu que la monnaie américaine, détachée de l'or, pouvait et même devait devenir l'un de ses instruments réguliers principaux? Or la réponse ne pouvait être trouvée, m'a-t-il semblé, qu'en mettant la question en rapport avec les caractéristiques de la monnaie.

En ce qui concerne les limites de mon exposé, elles tiennent à ce que la théorie de Marx relative à la marchandise et à la monnaie, telle qu'elle ressort de ses écrits, est incomplète et toujours débattue. Les lignes qui suivent sont réputées marxistes, car cette théorie est selon moi fondamentalement correcte et demeure puissante. Mais elles ne sont que le résultat de mon interprétation. Il faut bien faire preuve d'invention si l'on veut traiter de phénomènes que lui et Engels n'ont pas connus. Mais Il faut agir ainsi en toute modestie, de manière collective et prudente.

Cette partie contient trois sous-parties. Dans la première, je vais m'efforcer de répondre, en simplifiant à l'extrême, à la question : qu'est-ce que la monnaie dans le contexte de la théorie de Marx? Dans la deuxième, je dirai comment cette compréhension marxiste de la monnaie permet d'appréhender le rôle du dollar US comme instrument d'un «soft impérialisme». Dans la troisième sous-partie, j'indiquerai les contradictions de ce rapport social monétaire de l'impérialisme.

# **A/ Qu'est ce que la monnaie?**

## **1) Une définition fonctionnelle courante de la monnaie**

Définir la monnaie par ses fonctions n'est pas faux, tout en étant très insuffisant. Certes on peut, comme l'enfant racontant aux Vieux de Daudet l'histoire de Daniel dans la fosse aux lions, ânonner que la monnaie sert à compter la richesse marchande, à l'échanger et à la mettre en réserve. Mais pourquoi faut-il compter? Pourquoi faut-il échanger? Pourquoi faut-il disposer d'un réservoir de valeur?

## **2) La monnaie est un rapport social**

Dire que la monnaie est un rapport social, plutôt que la définir par ses fonctions, est une approche de la monnaie plus conforme à la théorie de Marx. Le problème est que cette expression («la monnaie est un rapport social») ne veut pas dire grand chose si l'on en reste là et même si on ajoute, ce qui est pourtant correct, que c'est «un rapport social contradictoire».

L'expression «la monnaie est un rapport social» a quand même un sens, plusieurs sens même, et malgré son caractère frustré, elle apporte des informations.

Elle signifie d'abord que la monnaie n'est pas «une chose», mais que c'est une relation, un rapport. Elle contribue, en tant que rapport entre ceci et cela, à faire bouger la société. C'est donc un facteur actif du fonctionnement et du développement de la société. Il n'y a pas que les keynésiens pour lesquels la monnaie a de l'importance (money matters). C'est aussi vrai pour les marxistes.

Ce facteur peut être appréhendé sous deux angles.

### **a)**

Le premier correspond à la dimension micro-économique de la monnaie. La monnaie est un rapport entre des individus, ou des entreprises, ou, plus généralement, des acheteurs et des vendeurs, ou des Etats, ou des Etats et des individus, etc... C'est un rapport visant à la création ou à l'extinction d'une dette.

Le deuxième correspond à la dimension macro-économique de la monnaie. La monnaie, c'est un rapport entre la production globale d'une société et sa consommation globale. C'est ce rapport dans le temps et dans l'espace. C'est un rapport entre la production d'aujourd'hui et la production de demain, entre la consommation d'aujourd'hui et celle de demain, entre la production et l'investissement, etc... Quand on évoque cette dimension macro-économique, on fait alors allusion à la quantité de valeur qu'est censée représenter la monnaie.

Au plan microéconomique, la monnaie éteint et crée des dettes. Au plan macroéconomique, la monnaie est une quantité de valeur en rapport avec la valeur globale produite et consommée.

## **b)**

L'expression selon laquelle «la monnaie est un rapport social» signifie ensuite, dans le cadre de la théorie de Marx, que ce rapport n'est pas de nature subjective. C'est un rapport qui prend place dans un ensemble objectif d'autres rapports, lesquels sont structurés, organisés, hiérarchisés par des rapports fondamentaux (des fondements sociaux). Ces rapports «de base» sont des rapports techniques, des rapports d'échange et des rapports de propriété. Cette base forme ce que l'on appelle la structure sociale.

Au total, je crois pouvoir déduire de l'expression «la monnaie est un rapport social» que le rapport social monétaire est un élément objectif et majeur du fonctionnement et du développement d'une structure sociale donnée. Il a trait aux dettes entre agents et à leur valeur économique. Quelle est donc cette structure sociale?

## **3) La structure sociale dont la monnaie est un rapport social majeur**

Les structures sociales sont d'un seul bloc. Mais la connaissance historique et l'analyse théorique permettent d'en repérer séparément les éléments constitutifs.

Dans la base sociale de la société capitaliste industrielle, la société de rareté dans laquelle nous vivons, on peut distinguer trois catégories de rapports : les rapports de marché, les rapports techniques (les forces productives avec lesquelles la production des marchandises est effectuée) et les rapports de classe et de propriété. Cette approche ne vaut pas seulement pour le capitalisme industriel. Elle est générale. Elle vaut aussi pour les modes de production esclavagiste, féodal, capitaliste commercial. Elle vaut aussi pour le mode de production socialiste.

La monnaie est le rapport social reflétant ces différents rapports constitutifs et agissant sur eux. Elle est, d'une part, la conséquence et le résultat de cette base sociale. Elle en est d'autre part la cause motrice, celle qui est à l'origine du fonctionnement conjoint de ces trois rapports. Que disait Marx à ce propos?

## **4) Les écrits de Marx**

On retrouve, dans *Le Capital* ou dans la *Critique de l'Economie Politique*, de Marx, ces différents aspects. Ils sont dispersés dans la mesure où Marx n'a pas présenté une théorie structurée et unifiée de la monnaie mais une théorie du Capital dans laquelle la monnaie prend place à des moments divers. En voici une brève indication.

### **a) Monnaie et détermination marchande**

Dans la première section du Livre 1 du *Capital*, Marx décrit la place de la monnaie comme aboutissement du fonctionnement du rapport marchand propre au capitalisme. Comme toutes les sociétés de rareté, ce système produit des marchandises, beaucoup de marchandises «biens et services». Le concept que Marx étudie, dans ce chapitre, est celui de « forme valeur des marchandises ». La monnaie, explique-t-il, est, postérieure à la valeur. Au sein de la forme évoluée de la valeur des marchandises, elle est la forme

générale de la forme équivalent.

Dans les sociétés de rareté déjà techniquement développées (même si elles nous apparaissent aujourd'hui comme étant peu développées), regroupant une population nombreuse vivant sur un territoire étendu, la monnaie résume les échanges et les socialise par l'intermédiaire de la forme prix, aboutissement de la forme générale de la forme équivalent.

## **b) Monnaie et détermination capitaliste**

Dans la deuxième section du Livre 1 du Capital, Marx traite de la transformation du numéraire, ou de la monnaie, en capital. Ce sont les fameuses séquences de la comparaison des cycles M-A-M et A-M-A. Il observe que A devient A' et s'interroge sur les raisons et les moyens de cet accroissement. Après que la monnaie bancaire a été émise, les entreprises visent à transformer cette quantité de monnaie en quantité de valeur. Lorsqu'elles ont réussi individuellement leur pari, elles peuvent rembourser les banques et conserver, sous forme de monnaie, la part (A' - A) correspondant au profit qu'elles ont réalisé.

## **c) La monnaie moyen de paiement, forme générale de la monnaie dans le MPC**

Dans le Livre III, chapitre XXVII, relatif au crédit, Marx décrit le rôle des banques dans la création monétaire. La monnaie change de statut. Dans les modes de production antérieurs, la monnaie était moyen d'achat. Elle permet d'acheter des biens et des services existants ou immédiatement disponibles. Avec le capitalisme industriel, la monnaie devient un projet de création des marchandises. Elle est émise par les banques sous forme de prêts aux entreprises. La monnaie devient moyen de paiement.

## **d) La monnaie affectée par les crises économiques. La monnaie, facteur de crises économiques**

Dans la section 1 du Capital, la monnaie apparaît comme étant de nature surtout micro-économique, un rapport entre acheteurs et vendeurs. Mais dans la réalité, c'est aussi un rapport social macro-économique. Car c'est la forme la plus épurée de la valeur économique. La monnaie, engendrée par la forme valeur, devient, dans le procès de production du Capital, la représentation concrète et agissante de cette forme. On va dire, de manière condensée, que la monnaie, c'est la valeur, non seulement pour les agents de l'échange mais pour toute la société. Le concept de thésaurisation, qu'utilise Marx, est un concept à la fois microéconomique et macroéconomique. Un recueil de textes de Marx et Engels, en grande partie inédits, a été réalisé par Roger Dangeville et publié en 1978 sous le titre «Les Crises» par l'Union Générale d'Édition. Ce recueil contient d'importants développements sur le fonctionnement macroéconomique de la monnaie.

## **e) La matérialisation métallique n'est pas, selon Marx, une condition nécessaire d'existence du rapport monétaire**

Ce que Marx montre également est que cette forme épurée s'est logée historiquement dans un corps métallique. Mais cela ne signifie absolument pas que, pour lui, il n'y ait de monnaie que matérialisée dans un corps métallique. Il est parfaitement compréhensible, avec cette théorie, que le dollar ait été définitivement séparé de l'or tout en continuant à fonctionner comme monnaie.

L'une des raisons en est, me semble-t-il, que quand la monnaie est rattachée à un métal, par exemple à l'or, il existe deux sortes de prix dans l'économie considérée :

- 1) des prix en monnaie courante,
- 2) des prix-or.

Dans ce cas, la relation entre prix et valeur est médiatisée par deux formes prix. Cette médiation complique les échanges et l'accumulation du capital, car la relation prix-valeur fonctionne par le biais d'une double relation entre les formes du prix elles-mêmes (par exemple la production d'une entreprise ou d'un pays exprimée en monnaie nominale et cette même production exprimée en métal, en prix-or).

Le mouvement d'ensemble de cette production peut être difficile à contrôler si ces deux formes prix sont contradictoires. Le fait de détacher le dollar de l'or, a correspondu à une simplification de la vie économique pour les capitalistes, celle-ci étant d'autant plus nécessaire qu'augmentait le volume des échanges et les quantités de capital sollicitées.

## **f) Monnaie et surdétermination étatique multiple**

Marx a finalement décrit et analysé le rapport social monétaire pendant la phase de libre concurrence et d'expansion du Capital. Mais au fur et à mesure que les systèmes bancaires prennent place dans les économies, de nouvelles évolutions se font jour dans le fonctionnement de ce rapport, en particulier la mise en place, dans chaque pays développé, de Banques centrales ainsi que l'adoption d'une législation de relatif contrôle des activités bancaires. On observe donc que le rapport marchand qui structure les sociétés est non seulement déterminé par les rapports sociaux fondamentaux propres à chacune de ces sociétés, mais qu'il est en quelque sorte surdéterminé par des rapports étatiques.

Dans le MPC, il est surdéterminé par l'Etat à deux niveaux. Le premier est celui de la circulation de la monnaie au sein du périmètre territorial dont l'Etat, tout en étant l'instrument des classes dirigeantes, est la représentation comme totalité. En France, par exemple, à un moment donné de l'histoire du Capital sur le territoire de ce pays, le franc a acquis le statut de monnaie sans que cette monnaie soit rattachée intérieurement à l'or ou à l'argent. L'Etat français a décidé ce qu'on appelle le cours forcé du franc. Ce dernier a été décrété par l'Etat «vraie monnaie», c'est-à-dire monnaie éteignant les dettes, ou rapport social représentant de la richesse matérielle, et cela indépendamment de toute équivalence concrète avec les métaux.

Le deuxième niveau est celui de la valorisation du Capital. A partir du XXe siècle, les dirigeants politiques des sociétés capitalistes ont de plus en plus cherché à maîtriser les

crises engendrées par le caractère anarchique de la production ou par la tendance spontanée de ce système à la suraccumulation de Capital. Les actions monétaires de l'Etat capitaliste, pour débloquer les crises de valorisation du Capital, ont été de plus en plus fréquentes.

## **5) Vers une définition dynamique de la monnaie**

Cette sous-partie aura été l'occasion de partir d'une définition fonctionnelle sommaire de la monnaie, puis de comprendre cette dernière comme un rapport social et de l'enrichir à l'aide d'une approche, fut-elle très rapide, des écrits de Marx. Je me propose ci-après, d'abord de résumer cette approche par un schéma, ensuite de la reprendre et de la dynamiser.

### **a) Un résumé**

Le schéma ci-dessous vise à résumer ce que je crois pouvoir déduire des écrits de Marx et d'Engels. J'y ajoute l'influence des rapports techniques, car les formes de la monnaie, ses caractéristiques quantitatives, son mode de fonctionnement ne sont pas indépendantes des forces productives. Aujourd'hui, par exemple, l'ampleur du marché monétaire ne se comprend qu'en raison des moyens techniques existant pour manipuler les quantités qui le traversent.

Le schéma ci-dessous vise à montrer que, dans le système capitaliste, on passe en permanence de la Monnaie à l'Argent puis de l'Argent à la Monnaie, et que l'Etat intervient et de plus en plus pour tenter de réguler tout ça.

Mais l'intérêt de ce schéma est limité. C'est un emboîtement statique de formes. Il convient donc d'en expliciter la direction dans le temps. Il convient de le dynamiser.

### **b) Une définition dynamique de la monnaie**

C'est pourquoi, après avoir rappelé cette définition statique de la monnaie, je souhaite la compléter à l'aide d'une interprétation que j'estime de nature dynamique, faisant état du mouvement qui la traverse. Ce mouvement est celui engendré par la contradiction entre la socialisation de la richesse, que la monnaie contribue à développer, et la privatisation de la richesse, qui justifie son existence.

Je crois que cette définition peut être appliquée à la forme monnaie de tous les modes de production évolués fondés sur la rareté des biens, tout en devant être adaptée à chacun de ces modes. La monnaie est la forme que prend concrètement la solution de cette contradiction, entre la tendance à la socialisation des forces productives inhérente à tout mode de production, bien qu'avec des vitesses plus ou moins grandes, et la privatisation de leurs résultats.

D'une part, au sein de tous les modes de production observés jusqu'à ce jour et ayant atteint un certain niveau de développement technique, existe une structure marchande explicative des formes les plus générales de la monnaie. C'est ce que je propose d'appeler «la détermination marchande» de la monnaie. Elle a pour effet de socialiser les

marchandises et les agents des rapports marchands. Les forces productives augmentent plus ou moins la vitesse de ce mouvement. Mais d'autre part, ces modes de production ont pour finalité de privatiser la richesse au service des classes dominantes et cela, de manière spécifique, car les modes de production sont particuliers dans leurs rapports de classes. C'est ce que j'appelle «la détermination sociale» de la monnaie. On n'oublie pas que derrière tout rapport de classes existent des rapports techniques spécifiques.

Le mode de production antique diffère du mode de production féodal, qui diffère du mode de production capitaliste, qu'il soit commercial ou industriel, et du mode de production asiatique. La détermination marchande de la monnaie dans un système donné de forces productives, ce qui exprime la façon dont la richesse est socialisée, est également déterminée par les rapports sociaux dont elle est le véhicule, lesquels expriment la façon dont elle est privatisée.

C'est finalement par la médiation de l'Etat que s'opère l'amalgame de ces deux déterminations contradictoires, de socialisation et de privatisation. L'Etat fait co-exister ces deux déterminations. C'est ce que j'appelle «la surdétermination étatique» de la monnaie. L'Etat surdétermine la monnaie, comme élément simultanément du rapport d'échange et du rapport de privatisation de la richesse, au sein du mode de production dont il est l'Etat.

Comment cette définition s'applique-t-elle à la monnaie américaine d'aujourd'hui? En quoi les caractéristiques qui en découlent ont-elles permis que le dollar US soit l'un des trois piliers de l'impérialisme contemporain?

## **B) Le dollar US aujourd'hui**

Dans ces paragraphes, je vais m'efforcer d'éclairer la relation entre dollar US et socialisation, d'une part, entre dollar US et privatisation, d'autre part.

La socialisation contemporaine du dollar n'est qu'un aspect du processus global de socialisation de la monnaie qu'a apporté le capitalisme industriel. En effet, avant ce mode de production et même en son tout début, les capitalistes devaient amasser un pécule avant de lancer leur propre procès de production. C'est l'un des mérites des physiocrates que d'avoir mis ce phénomène en lumière.

L'invention de la monnaie bancaire fut une sorte de révolution monétaire. Les banques ont centralisé l'or que possédaient antérieurement les particuliers et sur cette base ont consenti des crédits fonctionnant comme monnaie. Les crédits qui sont de la monnaie sont en réalité l'amorce d'un processus d'exploitation au terme duquel, si tout se passe bien, ce qui était «promesse de monnaie réelle» devient «monnaie réelle » et permet le remboursement à la banque.

La monnaie bancaire relève du processus de socialisation dont je parle. Avec la monnaie bancaire, il s'est produite une vaste expansion nationale de l'activité économique. La socialisation actuelle du dollar US correspond à une nouvelle étape dans le processus global de socialisation des activités économiques au sein du capitalisme industriel. C'est l'étape de la mondialisation du Capital.

# 1) Dollar US, mondialisation et socialisation.

La relation contemporaine entre dollar et socialisation doit être examinée dans les deux sens. Elle signifie que, d'un côté, le dollar US est socialisé, mais que, d'un autre côté, c'est un instrument de socialisation. Qu'est-ce que cela veut dire? Avons-nous déjà rencontré ces aspects du fonctionnement du dollar dans les pages précédentes?

## a) La socialisation du dollar US

La relation contemporaine de socialisation du dollar vue dans le sens passif signifie que cette monnaie fonctionne dans un périmètre d'économie marchande de plus en plus étendu. Les dirigeants des Etats-Unis ont craint un moment que la construction européenne ne débouchât sur une monnaie rivale de la leur. Mais ils ont vite compris qu'avec l'euro, les bourgeoisies européennes poursuivaient seulement un objectif de rationalisation interne à l'Europe développée et non un objectif de concurrence monétaire externe avec les Etats-Unis.

L'accord conclu en 1971 avec l'Arabie Séoudite pour facturer le pétrole séoudien en dollars, en échange d'une protection politique extrêmement forte, a contribué à ce mouvement de socialisation.

Socialiser le dollar aujourd'hui a eu pour signification que le dollar devenait la monnaie que l'on trouverait partout dans le monde, dans les emprunts, dans les échanges, dans les facturations des matières premières, à commencer par la plus importante d'entre elles, le pétrole, que tous les pays ayant une économie en état de marche doivent se procurer si leur territoire en est dépourvu.

C'est la monnaie que l'on pourrait emprunter partout pour se développer, car avec des dollars, on peut, même si l'économie US stricto sensu est de plus en plus désindustrialisée, tout acheter et cela partout. C'est même la monnaie que certains pays adoptent comme étant leur propre monnaie.

Cette monnaie, réputée mondiale sans qu'aucun pays n'ait été consulté, est émise par la Banque fédérale des Etats-Unis. Cette banque fonctionne désormais comme Banque centrale des Etats-Unis et comme Banque centrale du Monde. Comme toutes les banques centrales, elle émet de la monnaie qui figure à son passif. Ainsi en était-il du franc et de la Banque de France. La Banque centrale du monde émet une dette, la dette américaine, qui ne sera jamais remboursée, pas plus que la Banque de France n'avait à rembourser les francs en circulation.

La Banque fédérale des Etats-Unis (ou quasi-Banque centrale du monde) déclare implicitement que sa monnaie ne fera jamais défaut, que c'est de la vraie monnaie et qu'elle a, en quelque sorte, un cours forcé mondial. Les pays ayant une certaine vie économique doivent l'avoir en réserve dans leur propre banque centrale, que ce soit pour en alimenter leurs agents nationaux ou pour faire face à des crises et financières imprévues.

Il était normal, selon le point de vue des pays impérialistes, que, dans la phase de mondialisation du capital monopoliste, le dollar fut conçu comme devant être la monnaie du monde. En effet, le volume des affaires ayant considérablement augmenté depuis le

début du XXe siècle, il fallait qu'une telle monnaie fut adossée à une économie ayant une assiette suffisante. L'économie des Etats-Unis présentait cette caractéristique que l'économie britannique n'avait plus. Par ailleurs, aucune économie de pays développé autre que les Etats-Unis, et appartenant à la famille impérialiste, ne disposait de la taille critique indispensable.

C'est la première fois, en 1971, que l'or disparaît des relations économiques internationales du capitalisme industriel. Mais si ce lien n'avait pas été coupé, il aurait fallu trop d'or pour que le processus de socialisation impérialiste puisse être étendu jusqu'à son terme mondial. La rupture du dollar (et par suite de toutes les monnaies de réserve) par rapport à l'or a donc permis de socialiser l'impérialisme dans la mondialisation beaucoup plus facilement que si cette rupture n'avait pas eu lieu.

## **b) La socialisation du dollar a facilité la socialisation du capital monopoliste**

Au début des années 1970, la suraccumulation du Capital frappe toutes les économies développées. Le capital monopoliste se doit de trouver hors des frontières nationales les nouveaux champs de sa valorisation.

La socialisation du dollar a donc permis au capital monopoliste, d'abord celui implanté aux USA, de se répandre plus aisément dans le monde. Quant aux grandes bourgeoisies des autres pays, notamment européennes, elles étaient plus faibles que leur homologue américaine et se trouvaient donc, par rapport à elle, en situation d'obéissance et non de commandement.

Mais par ailleurs, elles appréciaient que le marché américain leur fut ouvert. Enfin, elles cherchaient à améliorer leur maîtrise des nouvelles technologies. Elles acceptèrent donc cette socialisation du dollar. Certes, le capital monopoliste américain arriva en Europe et, plus puissant, y conquiert de nouvelles positions. Mais cette arrivée et les dollars qu'elle procurait, ainsi que l'ouverture du marché nord-américain, permirent aux bourgeoisies européennes d'accéder à ce marché et ne les empêcha pas d'aller elles aussi partout dans le monde.

Ces observations concernant la socialisation mondiale du dollar US autour des années 1970, fournissent la clé des raisons pour lesquelles le pilier monétaire a été ajouté aux piliers existants de l'impérialisme. A cette époque, il ne s'est plus agi seulement de faire la guerre pour coloniser des peuples et s'approprier des ressources. Il a fallu, au delà de ces tâches traditionnelles, permettre aux capitaux monopolistes d'investir le monde, de manière fine, totalement libre, selon leur propre initiative.

La monnaie américaine fut ce moyen. Les dirigeants américains n'ont, cela va de soi, demandé leur avis à personne, mais ils furent suivis. Avant les années 1970, la diffusion de la monnaie américaine visait surtout à vendre des armes produites aux Etats-Unis. Après 1970, cette monnaie devint un moyen supplémentaire et global d'action de l'impérialisme, un moyen puissant et souple donné au Grand Capital nord-américain et à tous les agents de la GRANDE CAUSE IMPERIALISTE pour se déployer dans le monde et y valoriser leurs capitaux. Les nouvelles technologies ont donné à ce processus une ampleur sans précédent.

## **2) Dollar US et privatisation de la richesse**

Le paradoxe de la richesse marchande, en tant que quantité de «valeur épurée», est de n'avoir aucune existence matérielle concrète. La richesse marchande, c'est-à-dire la valeur des marchandises d'une part, et l'existence de cette valeur marchande sous forme de valeur pure, de monnaie, d'autre part, sont des illusions engendrées par les rapports sociaux.

Ce sont des illusions, mais ce sont des illusions nécessaires pour le fonctionnement des sociétés de classes. C'est pourquoi les sociétés de classes ont toujours, jusqu'à une date récente, donné à ce rapport social une forme tangible, le métal. Les groupes dominants de ces sociétés ont pour finalité de s'approprier une partie du résultat du travail social. La monnaie en est le moyen. Elle est le fluide qui permet et qui finalise l'exploitation capitaliste. Elle a, dans les esprits, les caractéristiques d'une chose. En réalité, elle n'est qu'un droit de tirage sur la production actuelle et à venir, une illusion juridique. Plus la monnaie est détachée de l'or et perd son attache économique, plus l'illusion de la richesse apparaît pour ce qu'elle est, c'est-à-dire «un droit à part» de nature politique. Elle perd de son immanence naturelle et devient l'objet d'un questionnement politique : «Un droit à part? Peut-être, mais pour quelles raisons?».

Telle est la contradiction intrinsèque de la monnaie. D'une part, c'est un rapport social dont les effets sont visibles et tangibles, et qui contribue, de façon différenciée selon les modes de production, à étendre la production. D'autre part, c'est ce même rapport social, mais contribuant cette fois à privatiser une partie de ce qui a été produit. La question soulevée est celle de savoir comment la socialisation contemporaine du dollar a été prolongée par la privatisation de l'usage et de la possession de cette monnaie.

La privatisation du dollar US a été le fait de deux sortes d'agents. Les premiers sont les agents publics américains, essentiellement la Banque fédérale. Les seconds sont les agents privés, les capitaux monopolistes.

### **a) Privatisation du dollar et agents publics américains.**

La privatisation d'une monnaie signifie que sa création, son usage et sa possession appartiennent à un groupe restreint de la population. Par différence, une société de type socialiste est une société qui procède à un usage social de la monnaie. C'est à la collectivité de créer, d'utiliser et de posséder la monnaie nationale jusqu'à ce que celle-ci devienne inutile en raison de l'abondance des biens et des services.

Dans l'état actuel des choses, la monnaie mondiale est «la chose» de la Banque fédérale américaine. Certes, cette banque prétend qu'elle est la Banque centrale du monde, mais en réalité, elle est d'abord et avant tout, la Banque centrale des Etats-Unis et des intérêts monopolistes qui prévalent dans ce pays.

Il est clair que la politique monétaire que cette Banque centrale met en œuvre dépend étroitement des besoins du grand capital américain et de considérations relatives à l'économie et à la société américaine. Par deux fois, avec les présidents Obama et Biden, les institutions financières des Etats-Unis, quasiment toutes en faillite ont été massivement renflouées par la Banque fédérale. Plus récemment, la pandémie du covid19 a été l'occasion d'une émission massive de dollars. Aujourd'hui, la guerre contre la Russie

menée par les Etats-Unis est l'objet d'un financement massif.

Par contraste, les pays en développement ayant emprunté des dollars et qui ne peuvent spontanément honorer leurs dettes, sont enjoins, avec la plus grande sévérité, de prendre immédiatement les mesures restrictives et brutales qui leur permettront de le faire. Quant à combattre la pandémie, il n'est pas question de les aider parce qu'«ils n'ont pas de quoi payer». Enfin, les décisions de la Banque fédérale relatives aux taux d'intérêt américains, prises pour des raisons internes, peuvent heurter de front les politiques économiques des pays en développement.

On observe donc d'un côté un laxisme monétaire récurrent à l'égard du grand capital américain, justifié par l'adage «too big to fail», ou bien expliqué par des raisons de politique internationale (par exemple, les pays impérialistes doivent faire la guerre à la Russie, jusqu'à son écrasement final). On observe, d'un autre côté, la surdité de ce gouvernement à l'égard des pauvres quand ces derniers sont dans la difficulté : «Pas question de réduire vos dettes. Vous êtes responsables. Il faut payer».

Enfin, la relative maîtrise des nouvelles technologies par les monopoles américains a eu pour effet de placer un grand nombre de circuits commerciaux et financiers sous le contrôle direct des Etats-Unis. Le gouvernement de ce pays est donc en mesure de dérober les dollars des entreprises et des pays n'obéissant pas à ses injonctions. Il donne des ordres aux grandes entreprises : «Vous n'aurez pas de relations commerciales avec l'Iran, vous ne vendrez rien aux Cubains et n'achèterez pas leurs produits, etc...». C'est aussi une façon de privatiser la richesse. Comme le disent les Chinois avec leur humour ordinaire, la législation américaine est «une législation aux bras longs».

## **b) Privatisation du dollar et agents privés (capitaux monopolistes)**

La privatisation de la monnaie américaine n'est pas seulement le fait de l'Etat américain et de sa banque centrale. C'est aussi celui des capitaux monopolistes. D'une part ces capitaux bénéficient du processus ordinaire de privatisation de la monnaie qu'est l'exploitation capitaliste. Ces groupes s'implantent dans un endroit. Ils négocient leur implantation et en tirent des avantages divers, généralement fiscaux. D'autre part, on observe deux situations distinctes sous l'angle de la privatisation de la richesse, selon que le pays d'implantation est socialiste ou capitaliste .

La première situation est principalement celle observée en Chine. C'est, pour les capitaux monopolistes, la plus favorable à long terme. Le marché chinois est bien alimenté en revenus. La main-d'œuvre y est travailleuse et son utilisation y est relativement plus avantageuse que celle de la main-d'œuvre des pays développés. Dans ce cadre, la privatisation de la richesse s'opère de manière classique, sur le lieu de travail et par l'intermédiaire de la Banque fédérale des Etats-Unis. Les compagnies étrangères implantées en Chine vendent leurs produits sur le marché américain. Les dollars gagnés sont ensuite accumulés par la Banque centrale de Chine et placés par elle en bons du Trésor auprès de la Banque fédérale des Etats-Unis. L'inflation des prix américains grignote ensuite méthodiquement la valeur de cette grosse cagnotte.

La deuxième est celle observée dans des pays capitalistes en développement, moins expérimentés et moins stables que la Chine. Les capitaux monopolistes y réalisent une privatisation de court terme que l'on appelle le «flight to quality».

Imaginons un pays en développement dans lequel certains secteurs, par exemple le bâtiment ou le tourisme, se développent. Des capitaux monopolistes se déplacent et, flairant les bonnes affaires, vont dans ce pays et y investissent des dollars. Cela veut dire que des dollars sont déposés dans les banques et que le taux de change contre dollars de la monnaie du pays augmente. La banque centrale du pays, les banques du pays, deviennent apparemment plus riches en raison de la valorisation de leur monnaie. Comme elles sont plus riches, elles augmentent le volume des prêts qu'elles consentent.

Il se produit alors des phénomènes ordinaires dans cette situation, en particulier l'accroissement des revendications salariales ou l'engorgement des affaires sur le marché local. Les détenteurs de capitaux monopolistes étrangers commencent à s'inquiéter. Ils sont venus pour réaliser rapidement de gros profits et voilà que les ouvriers de la place se mettent à revendiquer! Par ailleurs, les banques du pays, éblouies par l'effet de richesse engendré par la hausse du taux de change de la monnaie nationale, ont consenti plus de prêts que le marché local ne le permettait.

Au bout d'un certain temps, qui peut être bref, c'est la panique. Les détenteurs de capitaux monopolistes vendent leur actifs en monnaie nationale et rachètent des dollars. La monnaie locale qui avait été valorisée dans un premier temps est alors fortement dévalorisée par suite de la sortie rapide des capitaux étrangers. En raison de cette fuite, le gouvernement est alors obligé d'intervenir beaucoup plus brutalement que cela n'eut été nécessaire pour rétablir l'équilibre.

En résumé, les capitaux monopolistes utilisent leurs actifs de manière privée, sans autre considération que leurs propres objectifs de profit. Les objectifs généraux de développement poursuivis par les gouvernements de ces pays entrent en conflit directs avec les objectifs de rentabilité des capitaux mondialisés. Mais les objectifs de développement sont hors des préoccupations des capitalistes.

### **3) Récapitulation**

La mondialisation de l'usage du dollar a eu pour but, avec une monnaie nationale particulière, de développer au plan mondial les affaires du capital monopoliste de toutes origines nationales. Elle n'a pas eu pour but de développer l'industrie des pays industriellement sous-développés, ou de sortir les pays les plus pauvres de la misère. Elle a eu pour but de sortir le grand capital de la crise durable dans lequel, au cours des années 1970, il était en train de s'enfoncer.

Il fut admis que les objectifs de la rentabilisation du capital monopoliste et ceux du développement économique national pouvaient coexister durablement. Ce fut le pari des promoteurs de l'impérialisme monétaire. Ce pari était extrêmement risqué, car il prenait à rebours toute l'expérience accumulée, celle notamment théorisée par Robert Triffin. Mais les concepteurs de ce projet se croyaient les maîtres du monde. Il n'y avait donc aucune raison sérieuse, selon eux, d'empêcher le dollar US de devenir le troisième pilier de l'impérialisme.

Marx a étudié le processus de dématérialisation de la forme équivalent général au sein des sociétés. L'observation historique montre que, à un moment donné, les monnaies ont circulé au plan intérieur sans n'avoir plus d'autre rapport que nominal avec les métaux précieux. Elles étaient alors l'objet d'une surdétermination étatique, affirmant que : « Cette

monnaie vaut tant. Elle a le pouvoir d'être échangée contre telle quantité du revenu national ou, de manière plus précise, telle quantité de certains biens et services». Ensuite, dans la pratique, se faisait l'ajustement entre cette quantité déclarée et la quantité réelle. Lorsque la monnaie n'est pas liée à l'or, elle n'en demeure pas moins liée aux marchandises.

Le problème soulevé par le dollar est que le monde n'est pas un village américain ou une partie des Etats-Unis. Pourtant, avec la monnaie américaine, tout s'est passé comme si la Banque fédérale de réserve était soudainement devenue la Banque centrale du monde. Elle aurait eu le pouvoir de surdéterminer étatique le dollar au plan mondial, et d'affirmer que, DANS LE MONDE, «le dollar vaut tant» et que «c'est une vraie monnaie». Elle aurait eu ce pouvoir «sans en avoir l'autorisation», mais pour la raison que «les forces», en premier lieu celles de la technologie, auraient poussé dans le sens de la mondialisation. Et puisque monnaie et mondialisation allaient de pair, pourquoi la monnaie de la mondialisation n'aurait-elle pas été le dollar américain?

Cela supposait que les grandes bourgeoisies des pays intervenant sur le marché mondial acceptent cette situation. Ce qu'elles ont fait, parce que leurs capitaux monopolistes y trouvaient leur compte. Quant aux pays en développement, pour quelles raisons auraient-ils eu le droit de demander des comptes? Dans l'ensemble des règles implicites que l'Impérialisme promeut comme étant la loi du monde, il en est une que l'on peut tirer de l'observation et formuler de la manière suivante : «Quand on est un pays en développement, on ferme sa gueule quoiqu'il advienne».

La création de l'euro, à la fin XXe siècle, ne doit pas être interprétée comme une tentative de contrer la prédominance du dollar. Ce fut un effort, bénéfique pour les grandes bourgeoisie européennes et américaines, de rationalisation et de simplification des rapports entre les monnaies de leurs pays respectifs et le dollar US en même temps qu'une forte limitation imposée aux travailleurs de ces pays et à leurs revendications. Les dirigeants américains ont d'abord été réservés à propos de l'euro. Mais ils comprirent bientôt, les capitaux monopolistes américains se rendant en Europe, que la création de l'euro était utile aux capitaux monopolistes de tous les pays.

## **C) Conclusion de la troisième partie**

L'originalité de cette troisième partie, théorique, tient, me semble-t-il, à la dualité que j'y ai fait apparaître, à savoir d'un côté, dans un contexte donné de forces productives et de rapports sociaux, la socialisation à laquelle la monnaie contribue et de l'autre la privatisation dont elle est l'objet et la justification.

Le dollar US eut pour mission, autour des années 1970, de mondialiser l'investissement monopoliste. Les institutions de l'Impérialisme, par exemple l'OECD, s'y employèrent tout en veillant à ce que les capitaux monopolistes puissent circuler librement d'un pays à l'autre, et exploiter les différentes main-d'œuvres sans contraintes particulières.

Mais d'une part cette stratégie se révéla contraire aux politiques de développement. D'autre part la Banque fédérale des Etats-Unis et les institutions financières mondiales, soumises au gouvernement de ce pays, gèrent l'émission de cette monnaie en fonction des intérêts de la grande bourgeoisie américaine, sans considération de l'économie mondiale et de l'aspiration générale au développement.

Il devint bientôt évident que l'impérialisme monétaire était antagonique du développement. Seule la Chine, en raison de son régime socialiste et de la force de ses institutions, put contrebalancer ces orientations. Mais c'en était déjà trop pour l'Impérialisme.

**Jean-Claude Delaunay**  
**19 juillet 2023**

## **Partie 4/4 : Conclusion**

### **Note de Franck Marsal**

Nous voici à la conclusion de l'important travail théorique de Jean-Claude Delaunay.

Je me permets à ce stade de proposer un commentaire plus personnel:

Le travail de Jean-Claude fournit un cadre de réflexion marxiste et cohérent pour analyser l'évolution de l'impérialisme depuis le tournant des années 70. Pour moi, c'est une étape très importante dans le travail nécessaire de réorientation que ce blog entreprend depuis plusieurs années. Ce cadre théorique général manque cruellement, depuis plusieurs années, et c'est une des causes à mon sens du trouble et de la désorientation globale du mouvement communiste. Ce n'est pas la première fois que Jean-Claude attire notre attention sur la question de l'impérialisme. Un texte précédent avait déjà mentionné la notion d'impérialisme généralisé pour évoquer le fait Mais le travail mené parvient ici à relier en un schéma général plusieurs traits caractéristiques de l'évolution de l'impérialisme, notamment la question de la financiarisation, l'évolution des structures productives et la question de la monnaie internationale.

Voici pour moi les points clés de ce travail qui changent profondément notre appréciation de la situation :

Nous sommes à un nouveau stade de l'impérialisme. Nous avons déjà remarqué que, Lénine en 1915 parle de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, non comme stade final et décrit l'impérialisme comme capitalisme monopoliste colonial. Nous avons également insisté sur le caractère mondial de la révolution russe d'octobre 1917, ouvrant la période de lutte mondiale entre le socialisme et l'impérialisme. La victoire de 1945 de l'URSS sur le nazisme ouvre une nouvelle période, au cours de laquelle le système colonial va être progressivement liquidé avec des victoires importantes, Vietnam, Cuba, Algérie, Afrique sub-saharienne ... Les apports de Jean-Claude nous permettent d'identifier la transition, au cours des années 70 (précisément au moment de la défaite US au Vietnam), vers un nouveau stade impérialiste marqué par la subordination des états capitalistes au centre US, l'hégémonie du dollar ... Ce simple constat d'un nouveau stade impérialiste est important, car il est évident que la transposition sans questionnement des analyses passées ne peut plus qu'engendrer des erreurs catastrophiques et que l'ensemble de nos schémas doit être révisé.

Ce changement n'est pas seulement une question d'évolution des superstructures. Jean-Claude attire notre attention sur le fait que les structures productives ont profondément évolué, en soubassement à tous les changements dans les superstructures. L'approche matérialiste nous permet de sortir des schémas purement financiers et d'appréhender la base matérielle et sociale du nouveau cours impérialiste. Dans le nouveau schéma, le coeur industriel du capitalisme n'est plus principalement situé dans les métropoles de l'impérialisme : "les pays impérialistes, en tant qu'exportateurs de capitaux productifs, sont

devenus des débiteurs nets structurels du reste du monde (pays socialistes et pays en développement), qui lui, est devenu créateur net. La réalité nationale des phases impérialistes précédentes n'existe plus ou de moins en moins. Depuis les années 1970-1980, le capital productif des pays impérialistes s'est mondialisé." La production même de la plus value a, de ce fait, été largement "externalisée". Cette évolution s'est faite en deux temps : "(...)

vers les années 1970-1980, la stratégie consciemment mise en oeuvre par les dirigeants politiques des grandes bourgeoisies et suivie par les capitaux monopolistes fut celle de la CONCENTRATION INTENSIVE ET DE L'INTERPENETRATION du capital productif dans les pays impérialistes eux-mêmes.

Ensuite ces capitaux, autour des années 2000, se sont plus massivement dirigés vers ce qu'on a appelé «les pays émergents». La production issue de ces capitaux est vendue depuis lors aux pays impérialistes qui deviennent, macroéconomiquement, débiteurs structurels des pays émergents."

Le monde multipolaire est dès lors un fait objectif. Comme le souligne très justement Jean-Claude, "nous ne sommes plus dans la configuration centre – périphérie". On pourrait même dire que le centre s'est déplacé dans la périphérie puisque le centre non seulement industriel mais également technologique s'est globalement déplacé des USA vers la Chine.

C'est pourquoi toutes les tentatives de l'impérialisme pour maintenir sa domination unipolaire se heurtent invariablement aux murs de la réalité.

Le bloc impérialiste est lui-même traversé par ses contradictions et doit passer régulièrement par des crises, des sommets de résolution etc. Les solutions trouvées sont en général marquée d'une hypocrisie profonde, les engagements pris parfois purement formels ou jamais honorés.

La relecture effectuée par Jean-claude de la théorie marxiste de la monnaie est également très importante : "je crois pouvoir déduire de l'expression «la monnaie est un rapport social» que le rapport social monétaire est un élément objectif et majeur du fonctionnement et du développement d'une structure sociale donnée. Il a trait aux dettes entre agents et à leur valeur économique."

Ceci a des conséquences très importantes. Cela signifie en particulier très concrètement que, d'une part, la transformation du dollar en monnaie mondiale d'échange et de réserve a été un changement objectif très important des rapports sociaux et internationaux, et que la fin prochaine (déjà engagée) de l'hégémonie du dollar dans les flux internationaux est à nouveau un changement objectif très important des rapports sociaux et internationaux. Comme le souligne Jean-Claude, la monnaie se développe dans le capitalisme sous un double rapport de socialisation et de privatisation : socialisation de plus en plus vaste de la production et privatisation de plus en plus étroite de la plus-value et par suite, du capital accumulé.

L'établissement du dollar comme monnaie mondiale marque une étape supplémentaire dans la socialisation (dès lors internationale) de la production. Mais, il marque aussi une étape supplémentaire dans la contradiction puisque la socialisation internationale de la production s'accompagne d'une privatisation de la plus-value et du capital, qui se concentre dans un nombre de plus en plus limité de mains, géographiquement marquées (prééminence des capitaux, du contrôle politique, monétaire et militaire états-unien sur le

monde, c'est la phase "uni-polaire" qui dure approximativement de 1991 à 2008).

Ce travail très intéressant soulève à son tour une série de questions nouvelles :

Il faut reparler du rôle de la Chine : Lorsque l'on dit que le coeur industriel s'est déplacé du centre impérialiste vers la périphérie, il faut ajouter qu'il ne s'est pas éparpillé ni déplacé n'importe où. C'est la Chine qui a été en réalité (bien que masquant un certain temps sa stratégie) le moteur de la croissance des forces productives et de l'établissement de nouvelles structures productives. Et ce n'est pas un hasard. La Chine n'était pas le seul pays à disposer d'une vaste et croissante population en voie de prolétarisation, avec des salaires bas et susceptible d'accueillir une nouvelle base industrielle élargie pour le monde. Il y avait aussi l'Inde (qui tente aujourd'hui de suivre la voie chinoise d'une certaine manière). Mais seule la Chine avait un certain nombre de caractéristiques clés, dont la direction communiste et l'expérience de la libération de l'impérialisme accomplie sous la direction de cette direction. De ce fait, malgré quelques erreurs inévitables dans tout processus de cet ampleur, la Chine s'est dotée d'un plan de développement autonome, sur longue période (souvent des objectifs à 50 ans – à mon sens, c'est un des points qui a manqué à l'URSS post-stalinienne, cette vision stratégique du développement à 30 ou 50 ans en supervision des plans quinquennaux).

Il faut bien considérer que, comme ce processus a été et est encore un processus de développement des forces productives à une nouvelle échelle, qui plus est, un processus désormais planifié, aucun retour en arrière n'est possible (à moins d'un effondrement catastrophique).

De ce point de vue, j'ai un petit désaccord sur la question des économies à base nationale et des économies internationalisées. L'économie chinoise est une économie internationale. La politique chinoise est toujours d'insister sur la nécessité de préserver le commerce international, d'empêcher la rupture des liens, des chaînes logistiques pour des raisons politiques que tentent de manière absurde les USA pour endiguer le développement chinois. Le projet chinois, tel que je le comprends est de poursuivre l'internationalisation de la production mais sur de nouvelles bases, afin d'en résoudre la contradiction. C'est pour moi le véritable sens du terme "multipolaire" : il faut continuer à socialiser la production mais il faut cesser de privatiser (et de monopoliser dans un ou une poignée de pays) la plus value, le contrôle économique et politique. Il faut créer une communauté mondiale de destin équilibrée. C'est la politique chinoise et c'est pourquoi elle représente l'issue de la paix, du développement et du socialisme, pour reprendre l'expression de Jean-Claude.

Le problème n'est pas que l'économie des pays capitalistes est internationalisée, c'est que cette économie vit sur l'illusion de son passé. Ayant perdu les bases productives principales qui pourraient justifier une position dominante orgueilleusement surjouée depuis plus d'une décennie, ces économies ont tenté toutes les fuites en avant possibles, militaires, technologiques, idéologiques, même l'auto-marketing permanent et sont en train de détruire leur propre cohésion interne plutôt que de renoncer à leur arrogance. Ce mélange de toute-puissance et de vacuité annonce inévitablement un effondrement fatal. Il y a énormément à discuter sur toutes les conséquences de tout cela sur notre politique internationale, en particulier dans le contexte des prochaines élections européennes. On doit bien mesurer à quel point, face à tous ces grands développements, la soi-disant "construction européenne" et tous le fatras institutionnel qui s'en suit, ne sont qu'un leurre absurde, qui ne trompera bientôt plus que nous. La seule issue est d'accepter au plus vite le monde multipolaire, de cesser toute position dominante et de renouer avec les pays du

Sud, notamment l'Afrique, un partenariat de développement respectueux, équilibré, et gagnant – gagnant. Ceci est au fond cent fois plus important que tout projet de “réforme institutionnelle” de l'UE, par nature voué à l'échec.

**Jean-Claude Delaunay**  
**19 juillet**

## **Partie 4/4 : CONCLUSION DE L'ENSEMBLE**

Je vais conclure ce texte en me situant surtout dans le court terme. Ce faisant, je dirai que le dollar US a été un élément efficace de fonctionnement de l'Impérialisme mondialisé au cours des années 1970-2005, soit 35 ans, ce qui n'est pas si mal, du point de vue des dirigeants et bénéficiaires de ce système. Aujourd'hui, ce rôle est en voie de se terminer. Cela dit, la bête n'est pas morte.

Sans doute le rôle du dollar US au cours de ces années a-t-il été plutôt celui d'un complément d'autres moyens que celui d'un moyen principal. Mais dans ce cadre secondaire, il a servi les objectifs qui lui avaient été assignés.

Après 1991, les capitaux monopolistes envahirent avec succès la Russie et ses Etats périphériques. Les populations de l'URSS défunte s'appauvrirent mais les entreprises qui s'installèrent dans ce pays en tirèrent d'importants bénéfices. Enfin, les taux de profit de l'intervalle furent fortement relevés par rapport à leur niveau des années 1970. Tout s'est passé, à cette époque, comme si la crise de suraccumulation durable du capital avait été surmontée.

Puis la situation s'est dégradée. En 2007-2008, la crise de suraccumulation a refait surface et, à partir des Etats-Unis, a ressurgi dans le monde entier. Le Président Obama alimenta généreusement en dollars les banques américaines en faillite. Mais les ennuis commencèrent avec la Russie, qui se mit à vouloir se développer de manière indépendante, en nationalisant quelques grands secteurs de l'énergie. Ses dirigeants ne s'imaginaient pas que cela puisse contredire les intérêts américains. Ils demeuraient confiants dans les promesses du pays frère qu'étaient encore à leurs yeux les Etats-Unis. Quant à la population chinoise, elle croyait encore elle aussi en la sincérité de l'Amérique. Mais ses dirigeants commençaient à s'inquiéter. Le grand financement de portée mondiale auquel procéda Hu Jintao en 2009 se révéla peu efficace et même contre-productif. Lorsque Xi Jinping et son équipe arrivèrent au pouvoir en 2013-2014, ils abandonnèrent les références keynésiennes classiques et cherchèrent à définir une «nouvelle normalité».

Retrospectivement, au vu de ce qui se passe aujourd'hui, on peut penser que le coup d'Etat de 2014 organisé par les Etats-Unis en Ukraine et la mise en place des accords de Minsk avec la volonté explicite, dès le départ, de ne pas les respecter pour faire de l'Ukraine une base de guerre contre la Russie, ne fut pas une coïncidence.

Les faux accords de Minsk furent décidés, j'en fais l'hypothèse, alors que l'Impérialisme commençait à douter de sa capacité à dominer le monde.

Si l'on considère la chronologie, il semble en effet que, après 2010-2015, la grande famille de l'Impérialisme ait perçu que son système de domination était en recul et que la mondialisation monopoliste, reposant sur le dollar, ne tenait plus les promesses des fleurs. Il fallait donc, pour ces dirigeants, mettre en œuvre les moyens «hard» ordinaires, ceux de la guerre. Ce qu'ils ont réussi à faire finalement, avec la perspective ultérieure de s'attaquer à la Chine, devenue trop forte à leur goût.

L'observation des faits montre cependant qu'ils ne sont plus de taille à dominer le monde comme ils l'avaient fait jusqu'alors. Ce sont de dangereux voyous, mais ce sont quand même des voyous affaiblis.

Le temps est sans doute venu de réfléchir à plus long terme sur ce qui pourra et devra remplacer la mondialisation monopoliste. Je reporte cette réflexion à plus tard. On peut cependant déduire quelques indications de l'observation de ce que fut le dollar comme instrument de l'impérialisme. Je vais en énoncer trois.

La première est que l'Impérialisme est incapable d'assurer par lui-même le développement économique des pays industriellement sous-développés. Ce système a pour but la rentabilité maximale du grand capital. Il utilise la monnaie en conséquence, que ce soit dans la phase de socialisation ou dans celle de la privatisation.

Les exigences du développement économique sont différentes de celles de l'impérialisme. D'une part, on peut le souhaiter, le mouvement de socialisation de la monnaie sera tel que des pays en apparence peu rentables en bénéficieront quand même. Le temps du post-impérialisme se doit de faire pleuvoir partout, même là où le sol n'est pas mouillé. D'autre part, la privatisation de la monnaie ne peut s'accomplir uniquement dans l'intérêt des prêteurs. Il faudra trouver de nouvelles règles, clairement écrites et respectées, dont l'application conduira effectivement au développement et non à l'appauvrissement des pays emprunteurs. La privatisation de la monnaie devra aussi se faire à l'avantage des pays en développement emprunteurs et non à l'avantage exclusif des capitaux monopolistes en quête de bonnes affaires.

La deuxième indication est que le fait de confier à la monnaie d'un seul pays le soin d'être monnaie mondiale n'est pas sain. Certes, dans le cas de l'impérialisme on sait que les dirigeants américains sont des voyous et l'on peut penser que les relations seront très différentes, par exemple avec un pays socialiste comme la Chine. Mais même un pays dont les dirigeants sont épris de justice, soucieux du bien commun et respectueux de chaque peuple, peut avoir des préoccupations internes différentes de celles des utilisateurs de sa monnaie. L'avenir se doit de reposer sur l'économie de plusieurs pays et donc sur plusieurs monnaies, voire sur une monnaie multiple et commune, non sur la monnaie d'un seul pays.

Le troisième point est une interrogation que je ne fais qu'énoncer. Est-il nécessaire, outre les monnaies nationales, de ne disposer que d'une seule monnaie, fonctionnant comme monnaie mondiale, pour unir le commerce, les investissements et les prêts des 200 pays du monde, très différents les uns des autres? Ne faut-il pas penser principalement à différents pôles monétaires quitte à ce que la communication soit établie entre eux au plan mondial. Cela signifierait que les monnaies importantes seraient les monnaies zonales et que la monnaie mondiale ne serait qu'un aspect secondaire du processus d'ensemble.

# COMMENTAIRE du 20 Juillet introduit par Danielle BLEITRACH

## A propos de l'analyse de Jean-Claude Delaunay

Nous tentons dans ce blog une entreprise qui peut paraître folle, une sorte de rééducation basique à la "pensée" et au débat politique, construire ensemble, mais en confrontant des analyses, des Faits. Merci à ceux qui sur des modes divers acceptent de jouer le jeu. Il y a le livre sur la chute de l'URSS, du point de vue russe, en sachant que le parti communiste chinois a beaucoup travaillé la question.

Tous les partis qui dans cette tourmente contre-révolutionnaire ont tenu un cap socialiste ont été obligé d'affronter la réalité et de ne pas en rester à un dogme figé. Jean-Claude nous aide à penser cette étape et en quoi elle conditionne nos luttes mais l'objection de Xuan me semble pertinente. Elle concerne le rôle que continuent à jouer les Etats-nations à ce stade de l'impérialisme... Je me souviens de la remarque que me faisait Risquet à propos du rôle que continuent à jouer les Etats-nations: le complexe militaro-industriel a besoin des Etats nations parce que ce sont eux qui continuent à assurer le financement de la guerre et donc sur lesquels les marchands d'armes doivent compter, eux et même toute l'industrie autour de la guerre comme la reconstruction. En outre, si nous voulons empêcher la guerre y compris nucléaire au niveau mondial, il faut bien mesurer que notre principal atout demeure la crainte des USA et de leurs vassaux de l'OTAN d'affronter deux Etats-nations comme la Russie et la Chine...

Et c'est d'ailleurs en quoi malgré tout (et pas seulement pour des raisons d'adhésion sentimentale) dans une situation globalement négative je ne vois pas d'autre force politique que le PCF. Non que ce parti, son secteur international ait témoigné de la moindre lucidité (c'est une litote) en la matière, mais il y a deux modes d'"ouverture", le premier c'est l'objectif assumé (à défaut de tout autre but) d'aller vers l'électorat populaire, les travailleurs (comment et pourquoi en faire est une autre question hélas:),

le second est une exigence de souveraineté nationale (là encore sans trop savoir comment et pourquoi où on finit par voter la résolution 390 sans la moindre autocritique et on laisse à Vincent Boulet, ce secteur).

Mais c'est tout ce qu'on a sous la main et la perspective par ailleurs est inquiétante. Malheureusement avec l'interview catastrophique de Fabien Roussel dans le Monde d'aujourd'hui l'espace politique se raréfie de plus en plus.

---

## XUAN

C'est très intéressant de comparer ces divers PIB et leur composition. J'avoue mon ignorance dans la définition des PIB, sur la plus-value réelle qu'elle comprend, la transformation réelle de la matière dans l'ensemble des marchandises. Il me semble que les opérations financières et spéculatives occupent une place injustifiée dans

le calcul des PIB des pays impérialistes. Quelle est la part de la plus value réelle ?

Par contre je ne suis toujours pas convaincu par ta présentation des relations entre monopoles capitalistes et Etats-nations, pas convaincu non plus par ta description des relations entre Etats.

L'impérialisme contemporain reste un impérialisme d'Etat-nation, sinon on ne comprendrait pas la raison « d'intervention politique et militaire «compensatrice» partout où les intérêts du capital monopoliste sont menacés dans le monde.. ». Que le prétexte ou l'idéologie soient différents importe peu.

Il est vrai que le sentiment national est émoussé, parce que dans le passé il était lié à la défense du territoire national. Depuis plusieurs décennies le territoire national n'est plus menacé et l'armée – uniquement de métier – intervient essentiellement à l'étranger.

Mais l'Etat reste lié à la nation, peut-on dire qu'il s'en détache ? Non, ou bien ce "détachement" relève de la lutte des classes.

A l'échelle unitaire, lorsqu'une entreprises externalise ce qui ne relève pas de son "cœur de métier", il se forme une séparation administrative avec le sous traitant, mais l'activité elle-même de celui-ci est plus subordonnée encore qu'elle ne l'était en interne. Je veux dire par exemple que ses salariés sont bien plus exploités, qu'une plus-value est créée qui n'existait pas auparavant, et que le capital financier intervient directement dans cette relation.

D'autre part les entités monopolistes doivent pouvoir compter sur l'Etat face aux masses populaires, mais aussi face aux autres entités monopolistes, et face aux autres pays. Lorsque Macron s'est rendu à Pékin combien de grands patrons l'ont accompagné ? Une cinquantaine, dont Danone, EDF, l'Oréal, Véolia, Airbus, le Club Med, Safran, Orano, BNP Paribas, etc.

Je dirais que la délocalisation de ces grandes entreprises ne les détache pas de l'Etat-nation, mais qu'au contraire, le côté représentant de commerce de l'Etat est amplifié, et ceci à tel point qu'il doit mettre dans sa poche précisément son « idéologie des droits de l'homme ». On se rappelle la façon dont Sarkozy avait renoncé au boycott des JO de Pékin, il y a bien d'autres exemples, et tout récemment la présence de Modi, invité d'honneur au 14 juillet.

Il y a donc à la fois détachement, délocalisation géographique, et fusion de plus en plus étroite entre l'Etat-nation et le capital monopoliste.

Pas d'accord non plus sur « L'Etat des Etats-Unis est le coordinateur des Etats qu'il rassemble et réunit en force au sein de la «famille impérialiste» ainsi que des capitaux monopolistes ». Les USA ne coordonnent pas même de force, peuvent-ils se coordonner eux-mêmes ? A fortiori ils n'ont aucun projet collectif. Ils ordonnent, interdisent ou sanctionnent en fonction de leurs intérêts immédiats et sans se préoccuper des conséquences locales. Et il n'y a aucune « famille impérialiste », même la camorra est plus unie que la clique de gangsters qui obéissent bon gré mal gré au parrain Biden.

L'impérialisme se développe toujours de façon inégale et concurrentielle, les USA ont brisé les jambes du Japon, de la Corée du sud, et maintenant de l'Allemagne, parce que ces Etats-nations constituaient une concurrence dangereuse.

Aussi la « famille impérialiste » n'est-elle qu'une apparence et ses conflits internes une réalité.

Actuellement la guerre en Ukraine semble les avoir soudés, en réalité elle a creusé et

approfondi les contradictions déjà existantes, et l'élargissement même de l'OTAN fait peser un risque plus grand encore sur sa pérennité.

Je dirais ici qu'il y a à la fois union de l'impérialisme occidental sous les ordres de l'hégémonisme US, mais simultanément opposition entre eux tous, comme entre eux et les USA. De plus l'union est temporaire et momentanée tandis que leur opposition traverse toute l'histoire de leurs relations, du début à la fin.

Enfin, je suis d'accord avec ta conclusion :

« Ensuite, ce sera une autre histoire, et il y aura d'autres conflits, car socialisme et capitalisme diffèrent et s'opposent. Mais ces conflits ne seront pas les mêmes que ceux, exclusivement meurtriers, observés aujourd'hui avec l'impérialisme. »

La fin de l'hégémonisme US signifie qu'il n'y a no future pour l'impérialisme, en tant qu'hégémonie, parce qu'aucun impérialisme ne serait en mesure de le remplacer. Ceci à cause de l'émergence de plusieurs centres économiques simultanés. Ce n'est pas la fin des conflits mais un monde nouveau, plus équilibré.

D'autre part l'impérialisme et l'hégémonie sont le principal obstacle au développement du socialisme, ce qui signifie pour d'autres pays la possibilité de transformations jusqu'ici toujours entravées.